

Conseil de Communauté  
du 9 mars 2017  
♦♦♦♦♦♦♦♦  
**PROCÈS VERBAL DE RÉUNION**

N°	Intitulé
1	Marchés publics – Construction du centre aquatique – Avenant - Autorisation de signature
2	Fiscalité – adoption des taux 2017 de Taxe Habitation, Taxe Foncière Bâti, Taxe Foncière Non Bâti et Cotisation Foncière des Entreprises
3	Budget primitif 2017 – Budget général – Résultats 2016 – Reprise anticipée
4	Finances – Budget primitif 2017 – Budget principal Mayenne Communauté – Adoption
5	Budgets primitifs 2017 – Budgets annexes des zones – Résultats 2016 – Reprise anticipée
6	Finances – Budget primitif 2017 – Budgets annexes des zones – Adoption
7	Budget primitif 2017 – Budget annexe SPANC – Résultats 2016 – Reprise anticipée
8	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe prestations de services – Résultats 2016 – Reprise anticipée
9	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe du SPANC – Adoption
10	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe prestations de services – Adoption
11	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe déchets ménagers – Résultats 2016 – Reprise anticipée
12	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe des déchets ménagers – Adoption
13	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe Leader – Adoption
14	Marchés publics – Construction du pôle de santé – Avenants - Autorisation de signature
15	Marchés publics – Construction du centre aquatique – Avenants - Autorisation de signature
16	Marchés publics – Maintenance chauffage, ventilation, climatisation – Autorisation de signature
17	Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenants - Autorisation de signature
18	Marchés publics – Construction du pôle de santé – Avenants - Autorisation de signature
19	Pôle santé – Rue du Fauconnier – Convention relative au déplacement des réseaux souterrains orange
20	Travaux d'aménagement des locaux du Centre Technique Municipal pour les services voirie, prestation de service et propreté urbaine

<b>21</b>	Structure porteuse Groupe d'Action Local Haute Mayenne
<b>22</b>	LEADER – Groupe d'Action Local (GAL) HAUTE MAYENNE
<b>23</b>	Affaires Culturelles – Restitution dépôt de garantie Arnaud Mancel
<b>24</b>	Conventions d'occupation précaire de réserve foncière avec M. Vayer – Erreur de surface – Remboursement au titre de l'année 2016
<b>25</b>	Contrat Territorial avec le Conseil Départemental – Enveloppe affectée au volet habitat – Validation des projets retenus
<b>26</b>	Habitat – Renouvellement des conventions avec les acteurs de l'habitat ADIL, SYNERGIES, ADLJ
<b>27</b>	Environnement – Convention Centre Permanent d'Initiatives à l'Environnement (CPIE) 2017-2019
<b>28</b>	Budget primitif 2017 – Subvention de fonctionnement allouée à l'association LE KIOSQUE
<b>29</b>	Budget primitif 2017 – Subvention de fonctionnement allouée à Tribu Familia
<b>30</b>	Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations culturelles
<b>31</b>	Budget primitif 2017 – Subvention de fonctionnement allouée à l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne
<b>32</b>	Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations économiques
<b>33</b>	Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations enfance jeunesse
<b>34</b>	Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouée à l'amicale des employés communaux et communautaires
<b>35</b>	Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations dans le domaine du tourisme
<b>36</b>	Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations dans les domaines de la santé et du social
<b>37</b>	Santé – Adhésion à AUDACES 53
<b>38</b>	Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) – Objectifs poursuivis et modalités de la concertation – confirmation de la prescription sur le périmètre de Mayenne Communauté et des modalités de collaboration avec les communes membres
<b>39</b>	Nouveau Contrat Régional HAUTE MAYENNE – Fonction Chef de File
<b>40</b>	Tourisme – Pilotage de la coopération touristique Haute Mayenne
<b>41</b>	Evaluation 2016 et orientations 2017 à 2020 du schéma de mutualisation
<b>42</b>	Economie – La SERE – Loyers des permanents
<b>43</b>	Pôle Santé – Projet des pharmaciens – Cession de l'emprise foncière – Compléments

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 9 mars 2017 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	54
Contre :	0
Pour :	54
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-sept, le trois mars, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

## Sont présents :

### En qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1<sup>er</sup> Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, M. MOLL, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Mme MORIN, 4<sup>ème</sup> Vice-Présidente, M. LE SCORNET, 5<sup>ème</sup> Vice-Président, M. VALPREMIT, 6<sup>ème</sup> Vice-Président, M. RAILLARD, 7<sup>ème</sup> Vice-Président, M. BOURGUIN, 9<sup>ème</sup> Vice-Président, M. BORDELET, 10<sup>ème</sup> Vice-Président, M. COISNON, 11<sup>ème</sup> Vice-Président, MM. GUIHERY, HEURTEBIZE, CHOUZY, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. NEVEU, SONNET, Mme BELLON, MM. LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes SOULARD, THELIER, BODINIER, BAR, LANCIEN, M. LESAIN, Mmes LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mmes ADAM, PELE, OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. MORIN, Mme GENEST.

### En remplacement du titulaire absent :

M. BOISSEAU représenté par Mme CHOPIN  
M. DELAHAYE représenté par Mme BEAUDOUIN  
M. BEAUJARD représenté par M. GENEST

M. FORET donne pouvoir à M. HEURTEBIZE  
M. BRODIN donne pouvoir à Mme GENEST  
M. REBOURS donne pouvoir à Mme BAR  
M. FAUCON donne pouvoir à M. BOURGUIN

### Excusés :

MM. BOITTIN, DOYEN, Mmes MONSIMIER, COUTURIER

Mme BELLON a été désignée secrétaire.

## **1 - Marchés publics – Construction du centre aquatique – Avenant - Autorisation de signature**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

### M. le Président expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté) a notifié en 2015 les marchés de travaux pour la construction du centre aquatique.

- Sur le lot 7 « Carrelage – Faïence – Sauna – Hammam » confié à l'entreprise CHEUX pour 472 565,46 € HT :

L'entreprise, auparavant située au 9, résidence du Gravier à Mayenne, est aujourd'hui localisée au 141 rue Charles de Gaulle 53100 Mayenne depuis le 01/12/2016.

Ce déménagement implique une modification du numéro de SIRET ainsi que du RIB de l'entreprise CHEUX Père et Fils.

Le transfert du siège social et de l'établissement principal fait l'objet d'un avenant n° 4.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le présent avenant.**

**2 - Fiscalité – adoption des taux 2017 de Taxe Habitation, Taxe Foncière Bâti, Taxe Foncière Non Bâti et Cotisation Foncière des Entreprises**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

**M. SOUTIF expose :**

Vu l'article 1636 B sexies du Code Général des Impôts,

**Concernant les taux de Taxe Habitation, Taxe Foncière bâti et Taxe Foncière non bâti :**

Sur proposition du Bureau, il sera proposé au Conseil Communautaire d'augmenter ces 3 taux en 2017 et de les fixer comme suit :

	<b>Taux 2016</b>	<b>Taux 2017</b>
TH	11,37%	12,11%
TFB	0,59%	0,63%
TFNB	4,04%	4,30%

Le tableau suivant présente pour chacune des 3 taxes, les évolutions estimées des bases entre 2016 et 2017 ainsi que le produit 2017 attendu en appliquant aux bases prévisionnelles de 2017 les taux de 2017 résultant de la hausse présentée précédemment :

	Evolution estimée des bases (dont 0,4 % au titre de la LF 2017)	<b>Bases 2017 prévisionnelles</b>	<b>Taux 2017</b>	<b>Produits 2017 estimés</b>
TH	2,00%	38 056 675	12,11%	<b>4 608 302</b>
TFB	2,00%	35 367 376	0,63%	<b>222 231</b>
TFNB	0,00%	3 841 312	4,30%	<b>165 276</b>
<b>Total produit</b>				<b>4 995 809</b>

**Concernant le taux de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)**, il convient de rappeler que le territoire de Mayenne Communauté est réparti en 3 zones fiscales compte tenu de l'intégration de la Commune de Saint Georges Buttavent en 2014 et de la fusion en 2016.

Etant donné la décision du conseil communautaire en avril 2016 de lisser le taux de CFE sur 4 ans, les taux réellement appliqués aux redevables dans les 3 zones fiscales pour un taux voté à 25,25% sont les suivants pendant la période de convergence de taux :

	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<i>variation annuelle</i>
CCPM sans St Georges	25,51	25,42	25,34	<b>25,25</b>	-0,085
St Georges	23,16	23,86	24,55	<b>25,25</b>	0,6975
CCHL	24,17	24,53	24,89	<b>25,25</b>	0,36

En 2019, le taux de CFE voté par le conseil de communauté s'appliquera donc pour la première fois sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté. Sur proposition du Bureau, il sera proposé au conseil communautaire de maintenir en 2017 le taux de CFE voté en 2016 soit 25,25%.

Le tableau suivant présente pour les 3 zones fiscales l'évolution estimée des bases de CFE entre 2016 et 2017 ainsi que le produit 2017 attendu en appliquant aux bases prévisionnelles de 2017 les taux applicables de 2017 :

CFE	3 zones fiscales	Evolution estimée des bases	Bases 2017 prévisionnelles	Taux 2017 appliqués	Produits 2017 estimés
	CCPM sans ST G	1,00%	12 560 360	25,42%	3 192 844
	St Georges	1,00%	328 373	23,86%	78 350
	CCHL	1,00%	2 043 770	24,53%	501 337
<b>TOTAL</b>	<b>MC</b>	1,00%	<b>14 932 504</b>	25,25%	<b>3 772 530</b>

**M. CHOUZY** : " Aura-t-on les simulations par commune pour la taxe d'habitation ? »

**M. SOUTIF** : "Elle sera faite mais pour l'instant on n'a pas les notifications de l'État. »

**M. HEURTEBIZE** : " Je me suis déjà exprimé. Je réitère mes propos mais je ferai partie de ceux qui assumeront la hausse des impôts même si j'ai déjà apporté quelques éléments contradictoires. »

**Mme BEAUDOUIN** : " On ne parle pas d'investissements pour la route de Commer. »

**M. le Président** : " On interviendra quand le Département aura statué et classé dans les priorités pour le Département. Pour l'instant, il n'en fait pas partie. »

**M. VALPREMIT** : « On l'avait remonté dans les priorités de la collectivité. »

**Mme GONTIER** : " J'ai une interrogation par rapport à la piscine. Aujourd'hui, toutes les écoles y vont à pied. Avez-vous réfléchi au futur transport ? »

**M. BOURGUIN** : « La question se posait déjà avant. Pour les collèges et lycées ça relève de la compétence du département et de la région. Pour les écoles primaires qui ne sont pas de Mayenne ça relève de la compétence des communes. »

**M. le Président** : « Je ne voudrais pas recommencer le débat sur la situation du centre aquatique, il est un peu tard pour revenir sur le sujet. Mais vous avouerez avec moi que maintenant qu'elle est construite, je ne vois pas où elle aurait pu être autrement. J'ai surtout hâte qu'elle soit terminée. »

**M. BOURGUIN** : « Aujourd'hui, on a eu une réunion avec les agriculteurs pour le CIMA et ils sont contents que la piscine ne soit pas sur le champ de foire. »

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (MM. POIRRIER, JEUSSE, GARNIER et Mme BEAUDOUIN s'étant abstenus et Mmes GONTIER et GENEST ayant voté contre) :**

**- adopte les taux 2017 suivants:**

**- Taxe Habitation: 12,11%**

**- Taxe Foncière Bâti: 0,630%**

**- Taxe Foncière Non Bâti: 4,30%**

**- adopte le taux 2017 de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE): 25,25%**

**3 - Budget primitif 2017 – Budget général – Résultats 2016 – Reprise anticipée**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

**M. SOUTIF expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2017, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016 qui se présente comme suit :

RESULTATS 2016 (avec affectation au résultat)	
BUDGET GENERAL	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté cumulé	+ 5 124 406,87 €
Recettes de l'année	+ 21 344 541,55 €
Dépenses de l'année	- 19 194 220,31 €
RESULTAT DE CLOTURE :	7 274 728,11 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	+ 481 856,87 €
Recettes de l'année	+ 11 023 760,63 €
Dépenses de l'année	- 9 801 084,93 €
RESULTAT DE CLOTURE :	+ 1 704 532,57 €
Restes à réaliser dépenses	- 10 463 692,93 €
Restes à réaliser recettes	+ 6 592 127,09 €
BESOIN DE FINANCEMENT DES RAR :	- 3 871 565,84 €
BESOIN DE FINANCEMENT 2016:	- 2 167 033,27 €

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- affecte au budget général la somme de 5 107 694,84 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 1 704 532,57 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget général.

#### **4 – Finances – Budget primitif 2017 – Budget principal Mayenne Communauté – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

#### **M. SOUTIF expose :**

Le budget principal 2017 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2016 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		26 674 810,84 €	26 674 810,84 €

RÉSULTAT 2016	5 107 694,84 €		26 674 810,84 €
RECETTES		21 567 116,00 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	10 463 692,93 €	11 212 031,44 €	21 675 724,37 €
RÉSULTAT 2016	1 704 532,57		
RECETTES	6 592 127,09 €	13 379 064,71 €	21 675 724,37 €

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (Mmes GONTIER et GENEST ayant voté contre), adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget principal de Mayenne Communauté tel qu'il est présenté.**

#### 5 – Budgets primitifs 2017 – Budgets annexes des zones – Résultats 2016 – Reprise anticipée

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017

#### **M. TRANCHEVENT expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2017, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016 qui se présente comme suit :

#### RESULTATS 2016 (avec affectation au résultat)

BUDGET Annexe des HARAS	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	+ 37 285,94 €
Recettes de l'année	+ 25 020,41 €
Dépenses de l'année	- 62 306,35 €
RESULTAT DE CLOTURE :	+ 0,00€
RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 341,70 €
Recettes de l'année	+ 25 227,11 €
Dépenses de l'année	- 25 020,41 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 135,00 €
BESOIN DE FINANCEMENT :	135,00 €

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 135,00 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe des Haras.**

BUDGET Annexe de COULONGES	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	- 43 214,91 €
Recettes de l'année	+ 760 837,06 €
Dépenses de l'année	- 717 622,15 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 0,00 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	+ 46 592,91 €
Recettes de l'année	+ 717 211,15 €
Dépenses de l'année	- 764 215,06 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 411,00€

BESOIN DE FINANCEMENT :	- 411,00 €
-------------------------	------------

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 411,00 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de Coulonges conformément au compte de gestion.**

BUDGET Annexe du BERRY	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	- 41 542,82€
Recettes de l'année	+ 265 543,69€
Dépenses de l'année	- 224 000,87 €
RESULTAT DE CLOTURE :	0,00 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	+ 76 837,89 €
Recettes de l'année	+ 223 090,87€
Dépenses de l'année	- 300 838,76 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 910,00 €

BESOIN DE FINANCEMENT :	- 910,00 €
-------------------------	------------

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 910,00 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe du Berry.**

BUDGET Annexe de POIRSAC 3	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	- 0,00 €
Recettes de l'année	+ 491 004,36 €
Dépenses de l'année	- 514 968,64 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 23 964,28 €



RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 17,58 €
Recettes de l'année	+ 514 904,56 €
Dépenses de l'année	- 465 896,76 €
RESULTAT DE CLOTURE :	+ 48 990,22 €

EXCEDENT DE FINANCEMENT :	+ 48 990,22 €
---------------------------	---------------

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- affecte au budget général la somme de 23 964,28 € au c/002 déficit de fonctionnement reporté**

**- et reprend la somme de 48 990,22 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget général.**

BUDGET Annexe de MONTRIEUX	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	- 0,13 €
Recettes de l'année	+ 219 567,36 €
Dépenses de l'année	- 219 567,23 €
RESULTAT DE CLOTURE :	0,00 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	+ 6 346,97 €
Recettes de l'année	+ 219 382,23 €
Dépenses de l'année	- 225 914,20 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 185,00 €

BESOIN DE FINANCEMENT :	- 185,00 €
-------------------------	------------

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 185,00 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de Montrieux.**

BUDGET Annexe de LA LANDE	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	- 0,00 €
Recettes de l'année	+ 926 938,68 €
Dépenses de l'année	- 926 938,68 €
RESULTAT DE CLOTURE :	0,00 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 8 671,05 €
Recettes de l'année	+ 935 413,73 €
Dépenses de l'année	- 926 938,68 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 196,00 €

BESOIN DE FINANCEMENT :	- 196,00 €
-------------------------	------------

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 196,00 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de la Lande.**

BUDGET Annexe de L'ORGERIE	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	+ 0,00 €
Recettes de l'année	+ 594 595,06 €
Dépenses de l'année	- 594 595,06 €
RESULTAT DE CLOTURE :	0,00 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 247,00 €
Recettes de l'année	+ 594 589,66 €
Dépenses de l'année	- 594 595,06 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 252,40 €

BESOIN DE FINANCEMENT :	- 252,40 €
-------------------------	------------

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 252,40 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de l'Orgerie.**

BUDGET Annexe de la ZA DEVELOPPEMENT DURABLE	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	+ 487 565,09 €
Dépenses de l'année	- 487 565,09 €
RESULTAT DE CLOTURE :	0,00 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 1 401,00 €
Recettes de l'année	+ 488 417,64 €
Dépenses de l'année	- 487 565,09 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 548,45 €

BESOIN DE FINANCEMENT :	- 548,45 €
-------------------------	------------

**M. DOYEN :** " Où se situe la ZA Développement Durable ?"

**M. le Président :** " Sur la route de Marcillé."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend la somme de 548,45 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe de la ZA Développement Durable.**

## 6 – Finances – Budget primitif 2017 – Budgets annexes des zones – Adoption

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017

### M. TRANCHEVENT expose :

Les budget annexes des 10 ZONES D'ACTIVITES 2017 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, sont présentés, après reprise anticipée des résultats 2016 comme suit :

LES HARAS	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		30 200,00 €	30 200,00 €
RÉSULTAT 2016	0		30 200,00 €
RECETTES		30 200,00 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		0 €	135,00 €
RÉSULTAT 2016	135,00		
RECETTES		135,00 €	135,00 €

COULONGES	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		920,00 €	920,00 €
RÉSULTAT 2016	0 €		
RECETTES		920,00 €	920,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			

DÉPENSES		0 €	411,00 €
RÉSULTAT 2016	411,00 €		
RECETTES		411,00 €	411,00 €

LE BERRY	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		150 160,00 €	150 160,00 €
RÉSULTAT 2016	0 €		
RECETTES		150 160,00 €	150 160,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES			910,00 €
RÉSULTAT 2016	910,00 €		
RECETTES		910,00 €	910,00 €

<b>POIRSAC 3</b>	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		15 500,00 €	39 464,28 €
RÉSULTAT 2016	23 964,28 €		
RECETTES		39 464,28 €	39 464,28 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		48 990,22 €	48 990,22 €
RÉSULTAT 2016	48 990,22 €		48 990,22 €
RECETTES		0 €	

<b>MONTRIEUX</b>	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		200,00 €	200,00 €
RÉSULTAT 2016	0 €		
RECETTES		200,00 €	200,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES			185,00 €
RÉSULTAT 2016	185,00 €		
RECETTES		185,00 €	185,00 €

LA LANDE	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		162 000,00 €	162 000,00 €
RÉSULTAT 2016	0 €		162 000,00 €
RECETTES		162 000,00 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		0 €	196,00 €
RÉSULTAT 2016	196,00 €		
RECETTES		196,00 €	196,00 €

L'ORGERIE	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		4 860,00 €	4 860,00 €
RÉSULTAT 2016	0 €		4 860,00 €
RECETTES		4 860,00 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		0 €	252,40 €
RÉSULTAT 2016	252,40 €		

RECETTES		252,40 €	252,40 €
----------	--	----------	----------

ZONE D'ACTIVITES DEVELOPPEMENT DURABLE	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		55 000,00€	55 000,00€
RÉSULTAT 2016	0 €		55 000,00€
RECETTES		55 000,00€	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		0 €	548,45 €
RÉSULTAT 2015	548,45 €		
RECETTES		548,45 €	548,45 €

LE HORPS	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		69 000,00 €	69 000,00 €
RECETTES		69 000,00 €	69 000,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		0 €	0 €
RECETTES		0€	0 €

LASSAY	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		191 180,00 €	191 180,00 €
RECETTES		191 180,00 €	191 180,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		0 €	0 €
RECETTES		0€	0 €

Le contenu des budgets des zones d'activités vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après présentation du rapport et des documents de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, les budgets annexes des zones des Haras, de Coulonges, du Berry, de Poirsac 3, de Montrieux, de La Lande, de l'Orgerie et de la zone d'activités Développement Durable, du Horps, de Lassay tel qu'ils sont présentés.**

#### 7 – Budget primitif 2017 – Budget annexe SPANC – Résultats 2016 – Reprise anticipée

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017

**M. BOURGUIN expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2017, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016 qui se présente comme suit :

RESULTATS 2016 (avec affectation au résultat)

BUDGET Annexe du SPANC	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	+ 53 442,23 €
Recettes de l'année	+ 66 397,01 €
Dépenses de l'année	- 72 555,74 €
RESULTAT DE CLOTURE :	+ 47 283,50 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	+ 7 224,74 €
Recettes de l'année	+ 166,00 €
Dépenses de l'année	- 0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE :	+ 7 390,74 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT :	7 390,74 €

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- affecte au budget annexe 2017 du Spanc la somme de 47 283,50 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 7 390,74 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe du Spanc 2017.

**8 – Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe prestations de services – Résultats 2016 – Reprise anticipée**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

**M. SONNET expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2017, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016 qui se présente comme suit :

RESULTATS 2016 (avec affectation au résultat)

BUDGET Annexe PRESTATIONS DE SERVICE	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	

Résultat de fonctionnement reporté	+ 189 195,33 €
Recettes de l'année	+ 521 135,74€
Dépenses de l'année	- 577 134,42 €
RESULTAT DE CLOTURE :	+ 133 196,65 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	+ 33 643,58 €
Recettes de l'année	+ 41 161,00 €
Dépenses de l'année	- 115 716,41 €
RESULTAT DE CLOTURE :	- 40 911,83 €

Restes à réaliser dépenses	- 116 357,00 €
Restes à réaliser recettes	+ 100 000,00 €
BESOIN DE FINANCEMENT :	- 16 357,00€

BESOIN DE FINANCEMENT :	- 57 268,83 €
-------------------------	---------------

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- affecte au budget annexe Prestations de service 2017 la somme de 75 927,82 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté**

**- et reprend la somme de 40 911,83 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget Prestations de service 2017.**

#### **9 – Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe du SPANC – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

#### **M. BOURGUIN expose :**

Le budget annexe SPANC 2017 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2016 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION D'EXPLOITATION			
DÉPENSES		138 483,50 €	138 483,50 €
RÉSULTAT 2016	47 283,50 €		138 483,50 €
RECETTES		91 200,00 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		30 000,00 €	30 000,00 €
RÉSULTAT 2016	+ 7 390,74 €		30 000,00 €
RECETTES		22 609,26 €	

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée,**

*adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget annexe du SPANC tel qu'il est présenté.*

**10 – Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe prestations de services – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

**M. SONNET expose :**

Le budget annexe PRESTATIONS DE SERVICES 2017 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2016 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		628 909,00 €	628 909,00 €
RÉSULTAT 2016	75 927,82 €		628 909,00 €
RECETTES		552 981,18 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	116 357,00€	263 534,00€	420 802,83 €
RÉSULTAT 2016	40 911,83 €		
RECETTES	100 000,00 €	320 802,83 €	420 802,83 €

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

***Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget annexe PRESTATIONS DE SERVICES tel qu'il est présenté.***

**11 – Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe déchets ménagers – Résultats 2016 – Reprise anticipée**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

**Mme MORIN expose :**

L'article L 2311-5 – 4ème alinéa – prévoit :

" entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1611-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Dans le cadre du budget primitif 2017, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016 qui se présente comme suit :

RESULTATS 2016 (avec affectation au résultat)	
BUDGET Annexe DECHETS MENAGERS	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	+ 328 542,96 €



Recettes de l'année	+ 3 851 077,65 €
Dépenses de l'année	- 3 519 786,73 €
<b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>	<b>+ 659 833,88 €</b>

<b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>	
Résultat d'investissement reporté	+ 703 685,84 €
Recettes de l'année	+ 486 937,09 €
Dépenses de l'année	- 691 231,31 €
<b>RESULTAT DE CLOTURE :</b>	<b>+ 499 391,62 €</b>

Restes à réaliser dépenses	- 545 764,85 €
Restes à réaliser recettes	+ 140 000,00 €
<b>EXCEDENT DE FINANCEMENT :</b>	<b>+ 93 626,77 €</b>

**M. BOURGUIN :** " Je pousse un coup de gueule car tout le monde fait des efforts pour recycler. Or, sur le marché il est vendu des bouteilles de lait qui ne sont pas recyclables. En terme de tri, elles vont nous coûter chers et on ne va pas avoir de soutien des filières. Il faut boycotter ces produits."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- affecte au budget annexe déchets ménagers la somme de 659 833,88 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 93 626,77 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget déchets ménagers.

## 12 – Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe des déchets ménagers – Adoption

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

### Mme MORIN expose :

Le budget annexe DECHETS MENAGERS 2017 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2016 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION D'EXPLOITATION			
DÉPENSES		4 300 631,88€	4 300 631,88 €
RÉSULTAT 2016	659 833,88 €		4 300 631,88 €
RECETTES		3 640 798,00 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	545 764,85 €	1 470 813,65 €	2 016 578,50 €
RÉSULTAT 2016	+ 499 391,62 €		2 016 578,50 €
RECETTES	140 000,00 €	1 377 186,88 €	

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en**

dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget annexe DECHETS MENAGERS tel qu'il est présenté.

**13 – Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe Leader – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 mars 2017*

**M. SOUTIF expose :**

Le budget annexe LEADER 2017 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		85 600,00 €	85 600,00 €
RECETTES		85 600,00 €	85 600,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES			
RECETTES			

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

*Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget annexe LEADER tel qu'il est présenté.*

**14 - Marchés publics – Construction du pôle de santé – Avenants - Autorisation de signature**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. MOLL expose :**

Mayenne Communauté a notifié le 15 novembre 2014 le marché de maîtrise d'oeuvre pour la construction d'un pôle de santé intercommunal à Mayenne. Il a été confié au groupement ATELIER CUB 3 / ÉQUIPE INGÉNIERIE / OUEST STRUCTURES / CABINET BAGOT / POLENN / ACOUSTIBEL pour un montant provisoire de 341 250 € HT.

Après le lancement du projet, les radiologues ont sollicité des modifications d'aménagement intérieur liées à des évolutions réglementaires et à l'ajout de matériels complémentaires, ostéodensitomètre et panoramique dentaire. Ces demandes ont nécessité la reprise du projet d'aménagement intérieur par la Maîtrise d'œuvre.

Par ailleurs, un laboratoire de biologie médicale situé à Mayenne a souhaité s'installer dans ce pôle afin d'être au plus proche des professionnels de santé. Dans un souci de cohérence architecturale et afin de répondre aux normes technique et de sécurité, Mayenne Communauté réalisera la partie « hors d'eau, hors d'air » pour l'installation du laboratoire de biologie. Notre futur acheteur LMA (dans le cadre de notre VEFA) prendra ensuite à sa charge les aménagements internes demandés par le laboratoire de biologie. Il a donc été demandé à l'équipe de Maîtrise d'œuvre de travailler les plans de cet espace complémentaire de 180 m<sup>2</sup> environ.

Dans la présentation évoquée ci-dessus, les modifications de la zone de radiologie représentent quant à elles un surcoût de 5 600 € HT. La mise « hors d'eau hors d'air » induit un surcoût pour l'architecte de 12

550 € HT.

Ces deux missions supplémentaires augmentent la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre de 18 150 € HT, portant la rémunération totale à 400 948,50 € HT (soit + 17,49%).

La Commission d'appel d'offres en date du 27 janvier 2017 a donné son avis favorable à la signature de cet avenant.

**M. le Président :** " Comment se passe le chantier ?"

**M. MOLL :** " Le coulage du plancher va commencer. Ensuite, il faudra deux jours de séchage. Les travaux avancent normalement. On fera une visite, si vous le souhaitez, fin mai. Il n'y a pas de retard pour l'instant."

**M. le Président :** " Je me félicite de la qualité de la prestation. Merci Hubert de suivre ce chantier. On a des chantiers avec des délais à respecter."

**M. MOLL :** " Nous sommes même bientôt cités en exemple. La sénatrice est venue présenter le plan régional sur la santé et elle a cité en exemple la manière dont on a anticipé la désertification médicale."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant ci-dessus présenté.**

#### **15 - Marchés publics – Construction du centre aquatique – Avenants - Autorisation de signature**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

#### **M. SONNET expose :**

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté) a notifié en 2015 les marchés de travaux pour la construction du centre aquatique.

- Sur le lot 1 « Terrassements généraux, gros oeuvres, façades » confié à l'entreprise LUCAS pour 2 075 468,70 € HT :

##### **a. Chaudière bois**

Des adaptations du silo et de la pente de la vis de 45° à 35° ont été validées au lot chauffage lors de la dernière CAO, afin de respecter les préconisations de l'ADEME qui conditionne le versement d'une subvention de 80 000 € à leur respect. Les modifications nécessaires impliquent une plus-value de 6 366,74 € HT.

##### **b. Gaine maçonnée dans le sous-sol**

L'entreprise titulaire chiffre la réalisation d'une quatrième face nécessaire à l'étanchéité de la gaine de soufflage d'air en béton vers la halle bassin. Le montant de la plus-value est de 494,83 € HT.

##### **c. Découpe d'une porte entre le local MNS et l'infirmerie**

La réalisation de cette porte permet de respecter le POS (Plan d'Organisation des Secours); ainsi l'infirmerie a un accès direct à la halle bassin et le personnel a un visuel direct sur les usagers en attente dans l'infirmerie. Ces travaux induisent une plus-value de 495 € HT.

##### **d. Réalisation de gradins sur place au lieu de gradins préfabriqués**

Une différence entre les plans béton et les plans fluide a été constatée, laissant insuffisamment de temps pour lancer la fabrication des gradins préfabriqués avant la mise en place de la couverture. Ceux-ci doivent donc être réalisés sur place, ce qui engendre une plus-value est de 13 517,08 € HT.

L'ensemble de ces opérations à réaliser par l'entreprise LUCAS engendre une plus-value de 20 873,65 € HT.

- Sur le lot 4 « Menuiseries extérieures aluminium - serrureries » confié à l'entreprise BARON pour 440 000,00 € HT :

##### **a. Modification de la grille d'entrée d'air de la chaufferie**

Le contrôleur technique demande de ventiler le local avec 2 grilles de 1000x1100 au lieu d'une grille de 1200x2000 prévue au marché, afin de permettre une meilleure ventilation du local. La plus-value s'élève à

238 € HT.

b. Ajout d'une rampe à hauteur d'enfant

L'escalier circulaire principal pour descendre dans la partie vestiaires comporte une rampe à hauteur d'adulte. Afin de faciliter l'accès aux nombreux enfants accueillis dans ce type d'établissement et pour des questions de sécurité, il est proposé de doubler cette rampe avec une autre rampe plus basse à hauteur des jeunes enfants. Cet équipement supplémentaire occasionne une plus-value de 1 080,00€ HT.

c. Ajout d'une protection métallique des canalisations dans la trémie de livraison des matériaux en sous-sol

Dans le local traitement d'eau a été prévue une potence au droit de la trémie pour faciliter les descentes de fournitures au sous-sol. Toutefois, l'équipe technique constate qu'avec une palette chargée, il y a un risque de balancement et les canalisations du traitement d'eau en PVC qui se trouvent dans la trémie pourraient prendre des chocs. Il est donc proposé d'ajouter une protection métallique devant ces canalisations, avec conséquemment une plus-value de 1373,00€ HT.

d. Modification de la chaudière bois

Dans le cadre du respect des préconisations de l'ADEME, il est demandé à l'entreprise BARON de déposer la trappe de la chaudière pour ensuite la reposer au droit de la nouvelle ouverture rehaussée. Cette opération implique une plus-value de 521,00 € HT.

e. Découpe d'une porte entre le local MNS et l'infirmerie

Dans le cadre du POS (Plan d'Organisation des Secours), il est nécessaire d'ouvrir une porte entre le local MNS et l'infirmerie qui se trouve en retrait avec une seule ouverture actuellement sur le couloir de sortie. La pose d'une porte vitrée entre les 2 locaux induit une plus-value de 1 464,00 € HT.

f. Création d'une porte d'accès au-dessus du local CTA

Il convient de poser une porte pour la fermeture de cet accès, avec une plus-value de 1 665,00 € HT.

L'ensemble de ces opérations à réaliser par l'entreprise BARON engendre une plus-value de 6 341 € HT.

- Sur le lot 6 « Plâtreries - plafonds suspendus - peinture » confié au groupement DURAND - JARRY pour 192 000,00 € HT :

Le groupe technique du projet présent lors des visites de chantier a constaté que l'état des murs et l'usage technique ou de stockage de ces locaux, finalement, ne nécessitent pas un traitement avec deux couches de peinture. Il convient donc de supprimer cette prestation de peinture de propreté. Les modifications impliquent une moins-value de 8 578,02 € HT soit une diminution de 0,35 % du montant du marché qui passe ainsi de 192 000,00 € HT à 183 421,98 € HT.

- Sur le lot 12 « Électricité – courants forts et faibles » confié à l'entreprise DESSAIGNE pour 350 000,00 € HT :

A présent la surface des pelouses extérieures du centre aquatique a été agrandie en prévision d'animations et en particulier de la location de structures gonflables pour les enfants. Afin d'éviter des passages de câbles provisoires une borne d'alimentation électrique extérieure a été ajoutée, avec une alimentation enterrée. Elle pourra également être utilisée lors de l'entretien des espaces verts. La plus-value s'élève à 995 € HT.

- Sur le lot 13 « Chauffage – ventilation – plomberies - sanitaires » confié à l'entreprise GROUPE FEE pour 1 076 000,00 € HT :

a. Arrivées d'eau dans le local compresseur, le local de la plongée et mise en place d'une gaine  
Le club de plongée demande des arrivées d'eau chaude et d'eau froide dans le local compresseur et le local de la plongée.

Également sur demande du club et afin de sécuriser le remplissage des bouteilles à air comprimé, une prise d'air extérieur doit être construite à l'aide d'un conduit et une gaine va être mise en place par l'entreprise GROUPE FEE depuis le local compresseur jusqu'à la façade extérieure. Ces deux opérations engendrent une plus-value de 3 327,49 € HT.

b. Chaudière bois

L'entreprise titulaire est aussi sollicitée pour effectuer des opérations qui vont permettre de suivre les préconisations de l'ADEME au sujet de la chaudière bois et de l'inclinaison à 35° de sa vis. Elles impliquent une plus-value de 1 637,50 € HT.

L'ensemble de ces travaux induisent une plus-value de 4 964,99 € HT et le montant du marché passe donc à 1 096 265,40 € HT avec un taux d'évolution de 1,88 %.

- Sur le lot 15 « VRD – aménagements extérieurs » confié à l'entreprise STPO pour 169 757,90 € HT :

a. Borne d'alimentation électrique extérieure

Aujourd'hui, la surface des pelouses extérieures du centre aquatique a été agrandie en prévision d'animations et en particulier de la location de structures gonflables pour les enfants. Afin d'éviter des passages de câbles provisoires, une borne d'alimentation électrique extérieure a été ajoutée, avec une alimentation enterrée. Elle pourra aussi être utilisée lors de l'entretien des espaces verts. L'entreprise STPO fournit la borne et la raccorde à l'alimentation électrique, ce qui engendre une plus-value de 3 200 € HT soit 3 840 € TTC.

b. Regard du compteur d'eau

Ensuite, un regard de 80 X 80 était prévu pour recevoir le compteur d'eau du centre aquatique. Après concertation avec VEOLIA, il s'avère que la nature des équipements qui doivent être raccordés au compteur et leur volume nous oblige à envisager un citerneau beaucoup plus important pour accueillir ces installations : citerneau AEP de 2500 mm X 1300 mm ; profondeur 1,30 m avec trappe en acier (dimension 1700 X 2900), renfort intermédiaire et 4 trappes démontables galvanisées. Ces modifications impliquent une plus-value de 4 400,00 € HT soit 5 280 € HT.

Les modifications présentées ci-dessus induisent une plus-value de 7 600 € HT et le montant du marché passe ainsi de 169 757,90 € HT à 177 357,9 € HT, soit une augmentation de 4,48 %.

- Sur le lot 7 « Carrelage – faïence – sauna - hammam » confié à l'entreprise CHEUX Père et Fils pour 472 565,46 € HT :

Sur conseil du maître d'œuvre et afin de respecter notre programme ainsi que les niveaux sanitaire et de confort annoncés, il a été demandé à l'entreprise CHEUX Père et Fils de remplacer les siphons présents dans les vestiaires par des caniveaux à fente. Ces travaux donnent lieu à une plus-value de 6 742,56 € HT.

- Sur le lot 7 « Carrelage – faïence – sauna - hammam » confié à l'entreprise CHEUX Père et Fils pour 472 565,46 € HT :

Conformément au Plan d'Organisation des Secours, l'infirmerie doit avoir un accès direct à la halle bassin et son personnel nécessite un visuel direct sur les personnes en attente dans l'infirmerie. Pour répondre à cette double contrainte une porte va être ouverte entre le local MNS et l'infirmerie qui se trouve en retrait avec actuellement une seule ouverture sur le couloir de sortie. Conséquemment, il est nécessaire de reprendre la faïence sur les murs et de réaliser un seuil entre les deux pièces. La plus-value engendrée par ces opérations s'élève à 5 705,20 € HT et le nouveau montant du marché est 474 608,83 € HT, accusant un taux d'évolution de 0,43 %.

Les Commissions d'appel d'offres et MAPA en date des 27 janvier et 28 février 2017 ont donné leur avis favorable à la signature de ces avenants.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les huit avenants présentés :**

N° et Nom du Lot	N° de l'Avenant	Montant de l'avenant et % d'évolution du marché	Nom de l'Attributaire
lot 1 « Terrassements généraux, gros oeuvres, façades »	Avenant n°3	+ 20 873,65 € HT (+ 2,90 % en cumulant les 3 avenants)	LUCAS

lot 4 « Menuiseries extérieures aluminium - serrureries »	Avenant n°3	+ 6 341 € HT (+ 2 % en cumulant les 3 avenants)	BARON
lot 6 « Plâtreries - plafonds suspendus - peinture »	Avenant n°1	- 8 578,02 € HT (- 0,35 %)	DURAND
lot 12 « Électricité – courants forts et faibles »	Avenant n°3	995,00 € HT (+ 0,29 % en cumulant les 3 avenants)	DESSAIGNE
lot 13 « Chauffage – ventilation – plomberies - sanitaires »	Avenant n°4	4 964,99 € HT (+ 1,88 % en cumulant les 4 avenants)	GROUPE FEE
lot 15 « VRD – aménagements extérieurs »	Avenant n°1	7 600 € HT (+ 4,48 %)	STPO
Lot 7 « Carrelage – faïence – sauna - hammam »	Avenant n°2	6 742,56 € HT (- 0,77 % en cumulant les 2 avenants)	CHEUX
lot 7 « Carrelage – faïence – sauna - hammam »	Avenant n°3	5 705 € HT (+ 0,43 % en cumulant les 3 avenants)	CHEUX

**16 - Marchés publics – Maintenance chauffage, ventilation, climatisation – Autorisation de signature**  
*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. SONNET expose :**

La maintenance des installations et équipements de chauffage, de climatisation et d'eau chaude sanitaire des bâtiments communaux et intercommunaux est actuellement assurée par un contrat arrivant à terme le 31 août 2017. Semblablement, le contrat de fourniture de gaz naturel prend fin au 31 août 2017.

Afin de garantir le bon fonctionnement du matériel susvisé, il convient de relancer une consultation pour les cinq prochaines années.

Les deux collectivités ayant pour projet de lancer une consultation pour les besoins présentés ci-dessus, il est proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de celui-ci est la désignation d'un seul prestataire afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Cette procédure sera numérotée 17SER05, intitulée « Maintenance chauffage – ventilation – climatisation » et aboutira à deux marchés (un pour chaque collectivité du groupement). Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme d'appel d'offres sera nécessaire.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordinateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité. Le choix du titulaire sera effectué par la commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour choisir le titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat. Un représentant de la ville de Mayenne sera également invité à participer à cette réunion avec voix consultative.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise :**

- **Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-président, à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation**
- **et Monsieur le Président à lancer cette consultation en tant que coordonnateur du groupement, puis à signer les marchés avec le titulaire retenu ainsi que les pièces s'y rapportant.**

**M. LE SCORNET expose :**

Mayenne Communauté a notifié en 2016 les marchés de travaux pour la restructuration et l'extension du cinéma Le Vox à Mayenne.

Lors des travaux de démolition, il a été constaté que le plancher béton qui recouvrait la cabine de projection n°2 ne recouvrait pas la gaine technique située en limite de propriété et la circulation allant vers la cabine de projection n°1.

Ces éléments ne pouvaient être vus lors de la phase diagnostic du fait qu'ils étaient cachés et que des fouilles destructives n'étaient pas envisageables tant que le cinéma était en activité.

Il a donc été décidé de démolir le plancher existant et de refaire un plancher en bac métallique sur ossature bois. Ce scénario offre à la fois une rapidité d'exécution et une garantie de fiabilité pour l'avenir.

Ces opérations impliquent trois lots.

**- Sur le lot 2 "Gros oeuvres" confié à l'entreprise BTEM pour 128 459,91 € HT :**

L'entreprise BTEM est chargée de la démolition et de l'évacuation du plancher, des poutrelles hourdis et des 3 murs restants. Elle devra ensuite les remonter à l'identique et réaliser des acrotères pour assurer la remontée d'étanchéité.

Cette plus-value de 6 150 € HT porte le montant du marché à 134 609,91 € HT avec un taux d'évolution de 4,79 %.

**- Sur le lot 3 "Charpente et murs ossature bois / métal" confié à l'entreprise DESCHAMPS pour 67 287,79 € HT :**

L'entreprise DESCHAMPS est chargée de la réalisation et de la pose du plancher bois. Le devis fourni par l'entreprise implique une plus-value de 5 242,03 € HT et le montant du marché passe à 72 529,82 € HT soit 7,79 % d'évolution.

**- Sur le lot 4 "Etanchéité" confié au groupement PAUMARD-SMAC pour 79 474,55 € HT :**

Les modifications demandées à l'entreprise tiennent compte du changement de support et permettent au nouveau plancher bois d'être conforme à la réglementation au niveau de l'étanchéité. La plus-value s'élève à 132,29 € HT et porte le montant du marché à 79 606,84 € HT avec un taux d'évolution de 0,17 %.

La Commission MAPA en date du 28 février 2017 a donné son avis favorable à la signature de ces avenants.

**M. LE SCORNET :** " Le chantier se déroule bien. L'objectif d'une ouverture en octobre est toujours d'actualité."

**M. BOURGUIN :** " Au départ, il y a eu quelques problèmes avec la démolition mais il faut remercier en particulier le maçon qui a essayé de compenser au maximum le retard pris par les démolisseurs. On a de très bonnes entreprises sur le chantier. Elles font tout pour qu'on puisse ouvrir dans les temps."

**M. LE SCORNET :** " Je voudrais juste dire un mot sur l'avancement de la SCIC. Tout avance bien. Au printemps, on aura l'occasion de vous présenter cette nouvelle gouvernance au cinéma. Ce sera un des premiers cinémas coopératifs de France."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les trois avenants présentés :**

N° et Nom du Lot	N° de l'Avenant	Montant de l'avenant et % d'évolution du marché	Nom de l'Attributaire
lot 2 « Gros oeuvres »	Avenant n°1	+ 6 150 € HT (+ 4,79 %)	BTEM
lot 3 « Charpente et mur ossature bois/métal »	Avenant n°1	+ 5 242,03 € HT (+ 7,79 %)	DESCHAMPS
lot 4 « Etanchéité »	Avenant n°1	+ 132,29 € HT (+ 0,17 %)	PAUMARD-SMAC

## 18 - Marchés publics – Construction du pôle de santé – Avenants - Autorisation de signature

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

### M. MOLL expose :

Mayenne Communauté a notifié en 2016 les marchés de travaux pour la construction du pôle de santé intercommunal à Mayenne.

#### - Sur le lot 1 "Gros oeuvre" confié à l'entreprise HUAULT pour 1 156 959,87 € HT :

La démolition d'une maison sur laquelle venait s'appuyer le mur pignon du bâtiment de radiologie a engendré des modifications sur ce mur et la suppression de la cour anglaise du système de désenfumage. Par ailleurs, une différence entre l'étude de sol et le terrain sur site (sol argileux) a nécessité l'apport de gros béton complémentaire lors du coulage des fondations. Cela représente une plus-value de 5 915,87 € HT.

Après lancement du projet, un laboratoire de biologie médicale situé à Mayenne a souhaité s'installer dans ce pôle afin d'être au plus proche des professionnels de santé. Ce laboratoire sera implanté sous le 1<sup>er</sup> étage du bâtiment où étaient laissés des espaces de construction possible pour de futurs professionnels. Dans un souci de cohérence architecturale et afin de répondre aux normes technique et de sécurité, Mayenne Communauté réalise la partie « hors d'eau, hors d'air » pour l'installation du laboratoire de biologie. Ces travaux impliquent une plus-value de 17 288,87 € HT.

Les modifications présentées ci avant génèrent une plus-value totale de 23 204,74 € HT soit une augmentation de 2 % du montant du marché qui passe ainsi de 1 156 959,87 € HT à 1 180 164,61 € HT.

#### - Sur le lot 4 « Charpente métallique – métallerie » confié à l'entreprise DEMY pour 258 198,80 € HT :

La démolition d'une maison et la suppression de la cour anglaise du système de désenfumage impliquent notamment la pose de poteaux métalliques pour un montant de 5 852,50 € HT.

Il est également nécessaire de poser une ossature métallique, en support de la cloison mobile de la salle de réunion, pour le passage de réseaux entraînant une plus-value de 2 130,98 € HT.

Enfin, l'entreprise DEMY doit réaliser une aire d'exercice en périphérie du bâtiment afin de pouvoir utiliser des moyens de levage (nacelle, chariot, etc.), pour un montant de 18 125 € HT.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value totale de 26 108,48 € HT soit une augmentation de 10,11 % du montant du marché qui passe ainsi de 258 198,80 € HT à 284 307,28 € HT.

#### - Sur le lot 3 « Menuiseries extérieures aluminium » confié à l'entreprise BARON pour 337 055,60 € HT :

Le pôle de santé comprend une salle qui doit permettre la tenue de réunions de travail pour les professionnels, des ateliers thérapeutiques à destination du public ainsi que des réunions portant sur des actions de prévention. Il est proposé l'installation de stores dans cette salle de réunion, soit une plus-value de 2 120,00 € HT. De même que la porte d'entrée du r+1 du pignon a été modifiée entraînant une plus-value de 735,00 € HT soit un total de 2 855,00 € HT en plus-value.

La suppression de gaines techniques liées au désenfumage automatique suite à la rencontre avec les services de sécurité permet de modifier légèrement le hall d'entrée et de faire des moins-values, de 8 113,00 € HT pour la suppression d'un mur rideau et de 821,00 € HT pour le châssis de désenfumage soit un total de 8 934,00 € HT en moins-value.

Par ailleurs, après lancement du projet, un laboratoire de biologie médicale situé à Mayenne a souhaité s'installer dans ce pôle afin d'être au plus proche des professionnels de santé. L'entreprise Baron devra réaliser un mur rideau identique au reste du bâtiment pour un montant de 115 776,00 € HT.

Les modifications présentées avant, impliquent une plus-value totale de 109 697,00 € HT soit une



augmentation de 32,55 % du montant du marché qui passe ainsi de 337 055,60 € HT à 446 752,60 € HT.

La Commission MAPA en date du 28 février 2017 a donné son avis favorable à la signature de ces avenants.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les trois avenants présentés :**

N° et Nom du Lot	N° de l'Avenant	Montant de l'avenant et % d'évolution du marché	Nom de l'Attributaire
lot 1 « Gros oeuvres »	Avenant n°1	+ 23 204,74 € HT (+ 2,006 %)	HUAULT
lot 4 « Charpente métallique – métallerie »	Avenant n°1	+ 26 108,48 € HT (+ 10,11 %)	DEMY
Lot 3 « Menuiseries extérieures aluminium »	Avenant n°1	109 697 € HT (+ 35,55 %)	BARON

**19 - Pôle santé – Rue du Fauconnier – Convention relative au déplacement des réseaux souterrains orange**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. MOLL expose :**

Dans le cadre des travaux des abords du POLE SANTÉ INTERCOMMUNAL, la Rue du Fauconnier est réaménagée et son tracé a été dévié suite au projet d'implantation du futur pôle pharmaceutique. Son implantation a été définie suivant l'accessibilité des camions de livraison. Aussi, une partie du pôle pharmaceutique se trouve sur du domaine public venant d'être reclassé en domaine privé. C'est sur cette parcelle que des réseaux souterrains ORANGE sont présents et doivent être déplacés pour être maintenus sur le domaine public.

La convention prévoit les modalités techniques, financières et administratives pour la réalisation des travaux.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- accepte la convention avec ORANGE concernant les travaux de déplacement des ouvrages de communication.**
- et autorise Monsieur le Président à signer les pièces afférentes à ce dossier.**

**20 - Travaux d'aménagement des locaux du Centre Technique Municipal pour les services voirie, prestation de service et propreté urbaine**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. SONNET expose :**

Suivant la nouvelle organisation du service mutualisé « Voirie et prestations », il est prévu de rassembler les deux équipes sur le site du centre technique de Mayenne. Des travaux sont nécessaires pour agrandir les vestiaires et créer de nouveaux bureaux et une salle de réunion/convivialité. Il s'agit également d'inclure le service propreté urbaine de la ville de Mayenne à cette réorganisation de locaux, service installé dans un modulaire depuis sa création. D'autre part, la ville de Mayenne va rassembler dans ces nouveaux locaux, les agents du service « propreté urbaine » ce qui nécessite également un vestiaire supplémentaire.

Ces travaux s'accompagnent d'aménagements réalisés en régie :

- déplacer le stock de barrières de voirie en partie sur le site de la « CAM » où elles sont le plus utilisées et en extérieur au CTM

- libérer les espaces de stockages vers les sous-sols, dont les locaux peuvent être optimisés (travaux en régie).

L'ensemble des travaux sur les locaux sont estimés à 85 200 € TTC.

Afin de respecter le délai prévu pour l'installation des agents du service prestations sur le site AVANT le début de la saison de PATA – fin Mars 2017, il est prévu une phase de location. Celle-ci consistera en la mise en place de bungalows provisoires en location:

- 1 de 15 m² pour les vestiaires
- 1 de 30 m² pour les bureaux.

Le coût de cette phase, qui devrait durer 6 mois, est faible :

- location bungalow provisoire : 480 € HT/mois plus 200 € HT pose,
- réalisation de massifs pour bungalow provisoire : en régie
- raccordements électriques pour bungalow provisoire : en régie

Pour un montant total de 3080 € TTC

Ce projet a été présenté en groupe de travail prestation le 9 février dernier. Les élus présents ont donné un avis favorable à ce projet, et proposé :

- une prise en charge de la partie location temporaire par le budget annexe du service prestations
- et une répartition à 50/50 des travaux d'aménagement entre Mayenne communauté et la ville de Mayenne, tenant compte du fait que cette part des travaux sera à priori couvert par la recette de la vente des locaux d'ARON (pour ce qui concerne Mayenne Communauté).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide le projet d'aménagement
- autorise la réalisation de la phase provisoire, à la charge de Mayenne Communauté
- et confirme la proposition de répartition financière des travaux entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté comme indiqué ci-dessus.

## **21 - Structure porteuse Groupe d'Action Local Haute Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

### **M. SOUTIF expose :**

Mayenne Communauté, la Communauté de communes du Bocage Mayennais, la Communauté de communes de l'Ernée et la Communauté de communes du Mont des Avaloirs, regroupées depuis 2002 au sein du GIP AT du Pays de Haute Mayenne, se sont associées pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local dans le cadre de l'appel à candidatures LEADER lancé par la Région des Pays de la Loire en 2015. Il s'agit de contribuer au développement des territoires en accompagnant des porteurs de projets publics et privés avec l'aide de fonds européens sur la période 2016-2020.

Malgré l'extinction programmée du GIP Haute Mayenne au 31/12/2016, les quatre communautés de communes souhaitent poursuivre leur collaboration dans le cadre de ce programme LEADER, dans un souci de cohérence territoriale, et afin de mutualiser l'animation et la gestion du programme.

La mise en œuvre du programme LEADER implique en effet la mise en place d'un Groupe d'Action Local (GAL), composé d'acteurs publics et privés - les acteurs privés étant des membres issus du Conseil de Développement - qui se voit déléguer la gestion d'une enveloppe globale de fonds européens sur la base d'un accord avec la Région sur une stratégie et un plan de développement pour le territoire.

Selon les délibérations du :

- 22/09/2016 pour Mayenne Communauté,
- 21/09/2016 pour la Communauté de communes du Bocage Mayennais,
- 26/09/2016 pour La Communauté de communes de l'Ernée,
- 22/09/2016 La Communauté de communes du Mont des Avaloirs

Approuvant que Mayenne Communauté soit la structure porteuse du GAL Haute Mayenne à compter du

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **délègue la présidence du GAL à Patrick Soutif pour négocier et signer tout document relatif à la mise en œuvre de stratégie de développement local Leader ;**
- **approuve la composition du comité de programmation Leader ;**
- **délègue au comité de programmation du GAL le pouvoir de délibération sur les propositions d'opérations qui lui sont soumises, ainsi que l'ensemble des modifications de la Stratégie du GAL que la convention GAL/AG/OP autorise (évolution de la composition du CP, des fiches actions, de la maquette financière, ect...)**
- **transfère l'ensemble des droits et obligations relatif au GAL existant « Pays de Haute Mayenne » vers le GAL « Haute Mayenne » porté par Mayenne Communauté.**

Information Administrative :

Adresse de la Structure Porteuse : 10 rue de Verdun 53100 Mayenne

Adresse du GAL Haute Mayenne : 14 rue roulois 53100 Mayenne

Président de la Structure Porteuse : Michel ANGOT

Président du GAL : Patrick Soutif

## **22 - LEADER – Groupe d'Action Local (GAL) HAUTE MAYENNE**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

### **M. SOUTIF expose :**

#### Convention de partenariat

La convention de partenariat a été signée par les 4 communautés de communes de Haute Mayenne. Un 1<sup>er</sup> comité de pilotage a eu lieu le 23 janvier 2017 afin de présenter le rapport annuel 2016, une proposition de budget pour 2017 et le lancement d'une procédure d'appel d'offres.

#### Lancement procédure d'appel d'offres « efficacité énergétique » :

Un appel d'offres sera lancé d'ici quelques jours pour « l'animation d'un programme d'accompagnement sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics ».

En effet, le GAL souhaite accompagner quelques collectivités volontaires pour engager des démarches exemplaires de réhabilitation ; l'objectif est d'impulser une démarche territoriale visant à démontrer la faisabilité de ce type de projet, à former et accompagner les acteurs locaux impliqués dans ces projets (élus, agents des collectivités, artisans...) et à essayer ensuite ces expérimentations sur le territoire.

L'exemplarité des projets s'appuiera sur les critères suivants :

- L'atteinte du niveau BBC (Bâtiment Basse Consommation), soit une performance énergétique globale d'au moins 80 kWh/m<sup>2</sup>.an
- L'amélioration au minimum de 50 % de la performance énergétique globale théorique de l'équipement exprimée en kWh/m<sup>2</sup>.an (par rapport à la RT 2005)
- L'atteinte d'un niveau de qualité de l'air : 1200 ppm (particules par million) en usage.

NB : Concernant le 1<sup>er</sup> critère, la spécificité de l'usage de certains bâtiments sera prise en compte (ex : crèche/maison de retraite : des équipements chauffés au-dessus de la moyenne, qui ne permettront pas d'atteindre les 80 kWh/m<sup>2</sup>.an requis ; à l'inverse : des écoles qui ne sont utilisées qu'une partie de l'année et qui peuvent se situer en deçà de cette performance sans effort avéré sur l'efficacité énergétique) ; les deux premiers critères ne seront donc pas nécessairement cumulatifs : si le gain de 50% est acquis, on pourra ajuster le 1<sup>er</sup> critère.

Il est donc envisagé de formaliser un appel à projets ayant vocation à identifier les collectivités prêtes à porter des projets de rénovation exemplaires, selon la définition posée ci-dessus. Cet appel à projets permettra in fine de soutenir les 4 projets les plus qualitatifs à l'échelle de la Haute Mayenne.

Pour mettre en œuvre cet appel à projets, le GAL a besoin de s'adjoindre les services d'un prestataire externe doté des compétences techniques nécessaires, mais également en capacité d'animer une démarche territoriale.

Cette prestation s'étalera sur 2 ans (inscription annuelle au budget).

#### Convention Créavenir (pour information)

Une convention de partenariat sera signée entre le GAL Haute Mayenne et l'association Créavenir Crédit Mutuel. Cette convention permettra à Créavenir l'ouverture d'une enveloppe annuelle de 28 000 €, principalement au profit de porteurs de projets privés selon les critères Leader (notion d'effet levier) répartie comme suit :

- 20 000 € en prêts d'honneur à 0%, sans garantie (durée maximale de 60 mois en ce compris un éventuel différé de 6 mois),
- 8 000 € en subvention (dont 2 000 € possible en communication pour le Pays) uniquement pour des associations, avec dans la mesure du possible, un complément sous forme de prêt d'honneur.

#### Budget pour 2017 :

Le budget LEADER 2017 s'élèvera à 85 600 € financé par le Programme Leader et les 4 CC (500 € de frais de copie ne seront pas pris en charge par la subvention Leader).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le dépôt de la demande d'aide Leader Animation Gestion 2017 suivant le plan de financement ci-dessous :**

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Prestations (AO efficacité énergétique)	11 250	Leader	68 080
Documentation générale, adhésion Leader France	1 600	Gal Haute Mayenne	17 020
Frais de colloques et séminaires Leader	1 000		
Catalogues et imprimés	5 000		
Frais de déplacements	2 500		
Réceptions	1 000		
Personnel affecté par la collectivité de rattachement (1 animateur et 0,5 gestionnaire)	62 750		
Total	85 100		85100

Ci-dessous la répartition de la participation 2017 :

#### Clé de Répartition

	Nb hab	Participation en €
MC	37238	6 917,79
CCMA	16666	3 096,08
CCBM	19489	3 620,52
CCE	20916	3 885,61
	94309	17 520,00

Cette participation sera appelée en deux fois, 50 % après le vote du budget et le solde au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de 2018 sur la base des dépenses réellement justifiées.

**23 - Affaires Culturelles – Restitution dépôt de garantie Arnaud Mancel**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. LE SCORNET expose :**

L'ancien locataire de la maison de l'angle contiguë au cinéma a quitté son logement afin de permettre le début des travaux du cinéma.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à restituer le dépôt de garantie d'un montant de 211,90 € pour l'occupation du bien : F1 Bis situé 16 place Juhel à Mayenne.**

**24 - Conventions d'occupation précaire de réserve foncière avec M. Vayer – Erreur de surface – Remboursement au titre de l'année 2016**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. VALPREMIT expose :**

Fin 2015, M. Jérôme VAYER a signé avec la CCPM une convention d'occupation précaire de réserve foncière pour une surface totale de 3 ha 51a 23 ca

Désignation	Superficie
C382p La Lande des 3 Herbes	17a 99ca
C383p La Lande des 3 Herbes	76a 78ca
C1148 La Grande Lande	9a 78ca
C1153 La Lande des 3 Herbes	89a 48ca
C1184p La Lande du Haut	69a 18ca
<b>TOTAL</b>	<b>3ha 51a 23ca</b>

Ces superficies avaient été calculées il y a quelques années (avec un découpage un peu complexe)

Il nous a fait part d'une erreur de calcul des superficies. Après vérification par le SIG, on a pu vérifier qu'elles s'établissent effectivement à de 2ha 57a 10 ca qui se répartissent ainsi qu'il suit :

Désignation	Superficie
C382 p La Lande des 3 Herbes	17 a 96 ca
C 383 p La Lande des 3 Herbes	76 a 69 ca
C 1153 la Lande des 3 Herbes	87 a 80 ca
C 1148 La Grande Lande	5 a 55 ca
C1184 p La Lande du Haut	69 a 10 ca
<b>TOTAL</b>	<b>2 HA 57 A 10 CA</b>

La surface va donc être rectifiée sur la convention 2017. Cependant, si cette erreur n'a pas eu d'incidence précédemment puisque ces mises à disposition s'effectuaient à titre gratuit, en revanche elle a des répercussions pour l'année 2016 écoulée.

M. VAYER a payé, en 2016, **386.53 € sur la base de 3.51ha 23 ca** (indice de fermage : 110.05 €). Le montant calculé sur la bonne superficie (2.571ha ) aurait dû être de 282, 94 €. Il a donc versé à MC **103,59 € en plus**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, rembourse à M Jérôme VAYER 103,59 €.**

**25 - Contrat Territorial avec le Conseil Départemental – Enveloppe affectée au volet habitat – Validation des projets retenus**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. VALPREMIT expose :**

Le Conseil Départemental a décidé en 2016 d'un partenariat rénové avec les territoires basé sur "la simplicité, la coopération, la solidarité afin de favoriser les investissements d'avenir et les initiatives pour bien vivre à tout âge en Mayenne".

Sur les 50 millions d'euros consacrés aux investissements, une majorité est engagée avec une maîtrise d'ouvrage directe et un tiers de cette somme est consacré aux contrats avec les communes et EPCI.

La contractualisation avec les communautés de communes s'articule autour de trois leviers :

- une enveloppe libre affectée à la CC pour le financement de projets structurants en cohérence avec les orientations du département,
- plusieurs enveloppes affectées pour décliner sur le territoire les politiques de l'habitat, les politiques en faveur des personnes âgées dépendantes et l'aménagement numérique
- et une confirmation des interventions antérieures en matière de culture, d'aménagement routier, d'environnement et d'éco-développement.

Par délibération en date du 30 juin 2016, Mayenne Communauté a décidé du principe de la signature de ce contrat territorial avec le Conseil Départemental et de consacrer l'enveloppe libre au Très Haut Débit. Il était convenu que des précisions interviendraient ultérieurement sur les enveloppes affectées

#### Concernant les politiques de l'habitat, il est rappelé le contexte défini par le CD 53 :

Le 28 septembre 2015, le Conseil Départemental a validé à l'unanimité en assemblée son Programme Départemental de l'Habitat, avec à l'intérieur la définition de communes éligibles à des aides à la restructuration de l'habitat dans les centres bourgs.

Le Département peut participer aux projets de revitalisation de l'habitat en centre-bourg concernant les 8 communes éligibles du fait qu'elles sont identifiées comme « pôles structurants » : Lassay ou « Communes rurales moyennement équipées » : Aron, Charchigné, Jublains, La Chapelle-au-Riboul, Le Horps, Martigné-sur-Mayenne et St Faimbault-de-Prières.

Cette participation en amont des projets, lors de la phase étude, et sur le volet opérationnel ne dépasse pas 50 % du coût total TTC des missions éligibles (étude, acquisition, démolition, construction, réhabilitation) et représente 94 050 € par an soit une enveloppe de 564 300€ pour MC sur la durée du contrat de territoire (2016-2020).

Ces mesures et ce dispositif d'appel à projets « Habitat- Revitalisation de l'habitat en centre bourg » dans le cadre de ce contrat de territoire a été présenté aux communes par le CD 53 lors de rencontres territoriales, le 21 avril 2016 pour ce qui nous concerne.

S'en est suivi un courrier du Président du CD 53 à MC rappelant qu'il revenait aux communautés de communes d'organiser l'appel à projets et sélectionner ceux à soumettre à la Commission Permanente Départementale.

Lors du bureau du 7 juin 2016 le dispositif a été présenté aux communes avec la précision que les projets devaient répondre à 4 objectifs :

- Redynamiser les centres bourgs,
- Lutter contre la vacance des logements,
- Développer une offre nouvelle de logements adaptés aux besoins et
- Limiter l'étalement urbain.

Au cours de ce bureau, MC a fait le choix de passer outre les critères du CD 53 et d'étendre cet appel à candidatures à l'ensemble des 33 communes afin d'avoir une connaissance de la globalité des projets.

De nombreux aller-retour se sont alors organisés entre Mayenne Communauté et les communes afin de recueillir les éléments relatifs à leurs projets et le dossier a été abordé dans différentes instances à l'occasion de plusieurs réunions.

Lors de sa réunion du 17 janvier 2017, le bureau a pris connaissance de l'état des projets et du positionnement des communes

- 5 communes éligibles ont répondu : Jublains, Lassay-les-Châteaux, Le Horps, Martigné-Sur-Mayenne et St Fraimbault-de-Prières pour un montant d'aide du CD 53 de 220 000 €.  
Ainsi 5 logements inoccupés, de centre bourg, pourraient être mis en location après les travaux de réhabilitation.
- 3 communes non éligibles ont répondu : La Haie-Traversaine, Le Ribay, St Georges- Buttavent, 4 logements inoccupés, + 4 logements neufs pourraient être mis en location, dans les centres bourgs, après les travaux de réhabilitation pour un montant d'aide éventuelle du CD 53 de 329 000 €.
- De plus, d'autres communes non éligibles nous ont également précisé qu'elles seraient prêtes à s'engager sur des opérations mais qu'elles voudraient avoir des garanties sur la faisabilité financière de leur dossier avant d'entamer par exemple des démarches d'acquisition de biens.

Le bureau a décidé de valider les projets des 5 communes éligibles et de les présenter au Département. Les 1ers dossiers ont d'ores et déjà été transmis au Conseil départemental pour être présentés à la commission habitat de début mars, puis à la commission permanente du 20 mars. C'est dans le cadre de la validation de ces subventions que le Département souhaite une délibération du Conseil Communautaire validant ses choix.

**M. BOITTIN :** " Je vais suivre de près la négociation."

**M. VALPREMIT :** " Il y a déjà des projets qui ont été présentés au département et ils commencent à toucher à l'enveloppe."

**M. MOLL :** " Il faudra que les conseillers départementaux mouillent leur chemise."

**M. VALPREMIT :** " Je vous enverrai les critères du département."

**M. le Président :** " Il y a une vraie volonté d'aide."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- valide les projets suivants : Jublains, Lassay-les-Châteaux, Le Horps, Martigné-Sur-Mayenne et St Fraimbault-de-Prières pour un montant d'aide du CD 53 estimé à 215 114 € permettant la réhabilitation de 5 logements de centre bourg inoccupés afin de les remettre sur le marché de la location.**

		Nouveaux logements	Montant aide HT
JUBLAINS	Réhabilitation d'un logement à l'étage de l'école pour les apprentis et maison de bourg inoccupée, non conventionnée.	1	2 600 €
LASSAY LES CHATEAUX	Réhabilitation de 2 logements non conventionnés avec des travaux d'adaptation, situés au dessus de la caserne dont 1 occupé	1	40 250 €
LE HORPS	Réhabilitation d'une maison de bourg inoccupée, non conventionnée.	1	69 750 €
MARTIGNE SUR MAYENNE	Rénovation d'un logement communal non conventionné e inoccupé depuis 10 ans et situé au dessus de la bibliothèque	1	29 250€
ST FRAIMBAULT DE PRIERES	Acquisition d'une maison de bourg inoccupée et réhabilitation	1	73 264 €

**- autorise le Président à signer l'avenant au contrat concernant ce volet ainsi que toute pièce ou conventions s'y rapportant**

**- et décide de rencontrer le Conseil Départemental 53 en lui présentant les projets cohérents sur 3 communes non éligibles et en lui faisant part que des communes non éligibles souhaitent s'assurer de la possibilité du financement avant de monter un projet afin de voir s'il est prêt à infléchir sa position, avant**

que Mayenne Communauté définisse la règle de répartition du reste de l'enveloppe.

## 26 - Habitat – Renouvellement des conventions avec les acteurs de l'habitat ADIL, SYNERGIES, ADLJ

Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017

### M. VALPREMIT expose :

#### Le contexte

Dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH), la Communauté de Communes du Pays de Mayenne avait établi des conventions pour 3 ans (2014 – 2016) avec 3 acteurs locaux de l'habitat :

- l'ADLJ (Association départementale pour le Logement des Jeunes)
- l'ADIL (Association départementale d'Information au Logement)
- et Synergies pour l'EIE (Espace Info Energie)

Il est proposé que ces conventions soient renouvelées à l'échelle de Mayenne Communauté, sur une période de 3 ans (2017 - 2019).

#### Le contenu des conventions

##### Synergies

Dans le cadre de la convention antérieure (2014 – 2016), Synergies assurait notamment l'animation de l'EIE (avec une permanence physique 2 jours par semaine sur Mayenne). En contrepartie, la CCPM versait une subvention annuelle de 11 383€.

La mission de l'EIE est une information précise et personnalisée aux citoyens sur l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables dans les secteurs de l'habitat et du transport.

Pour la prochaine convention et dans le contexte budgétaire contraint fixé par Mayenne Communauté, Synergies propose de mutualiser le poste de l'animateur de l'EIE avec les autres EPCI du nord Mayenne pour une meilleure couverture et d'adapter ses animations.

Les conséquences sont :

- une réduction du temps d'animation : passage de 2 jours de permanences mensuelles à Mayenne dans les locaux de l'ancienne mairie à 1,5 jour et de 5 interventions annuelles (visites, conférences..) à 4. En revanche, la tenue de 4 h de permanences mensuelles dans les locaux de la DDT à Mayenne, dans le cadre de la permanence commune à l'ADIL, le CAUE et Soliha, ainsi que le stand lors du salon de l'habitat sont maintenus.
- une nouvelle prestation d'animation avec « le défi Familles à Énergie Positive. » (FAEP). L'objectif est d'accompagner sur 6 mois 24 familles du territoire, réparties en 3 équipes, à faire des économies d'énergies par des gestes simples du quotidien.

Le conventionnement serait adapté en conséquence à 9 500 € (à hauteur de 6 500 € pour l'EIE et 3 000 € pour le défi FAEP).

##### Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Mayenne (ADIL 53)

L'Adil assure une mission de conseil neutre et gratuit sur tous les aspects juridiques, financiers et fiscaux liés au logement ainsi que le suivi d'un observatoire départemental de l'habitat. La convention (2014 – 2016) stipulait une subvention annuelle de la CCPM à hauteur de 3 896 €, calculée sur la base de 0,13c€ par habitants. En 2016, du fait de la création de MC, la subvention a été ré évaluée à 4 832 €.

Les engagements annuels de l'ADIL seraient les suivants :

- assurer 4 h de permanences mensuelles, dans les locaux de la DDT à Mayenne, dans le cadre de la permanence commune à l'EIE, le CAUE et Soliha,
- animer au moins une réunion d'information, auprès des élus, sur l'actualité législative et fiscale,
- accompagner d'un point de vue juridique les collectivités sur des questions de gestion locative, habitat dégradé, accession à la propriété...,
- tenir un stand au salon de l'habitat de Mayenne,
- gérer l'observatoire départemental de l'habitat, accessible sur la plateforme Géomayenne depuis 2016.

L'ADIL53 sollicite la poursuite du partenariat avec MC, sur la base de leurs ratios départementaux fixés à 0,13 € / habitant (soit autour de 5000€/an).



### Association Départementale pour le Logement des Jeunes (ADLJ)

L'ADLJ assure des missions d'accueil, d'information, d'accompagnement et d'orientation des jeunes en recherche de logement.

Il est proposé de renouveler la convention aux mêmes conditions que celle de 2014 – 2016. Les prestations de l'ADLJ seraient les suivantes :

- la co-organisation d'un forum « le logement des jeunes sur Mayenne Communauté » en direction des professionnels, 1 fois tous les 2 ans,
  - la tenue d'un stand au forum annuel « Vie étudiante » du Lycée Lavoisier,
  - l'animation de séances d'information collectives (Agitato, Copainville, Mission Locale...),
  - la tenue d'une permanence mensuelle à la Mission Locale de Mayenne (0,5j),
  - le suivi d'action de médiation et de gestion locative (instruction des dossiers de loca pass et de caution régionale, le suivi des mesures ASL (Accompagnement Social au Logement), la sous location de logements publics avec baux glissants et la gestion locative de logements sociaux dans le parc privé.
- La participation financière annuelle de MC serait de 2 100 €.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, conventionne pour les années 2017, 2018 et 2019 avec :**

- **Synergies pour un montant total sur les 3 ans de 28 500 € soit 9 500 € par an pour les missions définies ci-dessus,**
- **ADIL 53 pour une contribution annuelle calculée à raison de 0,13 € par habitant et sur les engagements définis ci-avant,**
- **l'ADLJ pour un montant total de 6 300 € pour les 3 ans soit 2100 € par an sur la base des prestations décrites ci-contre**
- **et autorise le Président à signer les conventions de partenariat correspondantes avec les 3 partenaires pour les 3 années à venir et selon les conditions qui sont énoncées dans la présente délibération.**

### **27 - Environnement – Convention Centre Permanent d'Initiatives à l'Environnement (CPIE) 2017-2019**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

#### **M. BOURGUIN expose :**

##### **Le contexte**

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne a conventionné pour 3 ans (2014 – 2016, 30 000 €/an) avec l'association ID Environnement qui a obtenu la labellisation « Centre Permanent d'Initiative à l'Environnement » (CPIE) en mai 2013 et est devenue le CPIE Mayenne Bas Maine.

Il vous est proposé de renouveler la convention, à l'échelle de Mayenne Communauté, sur une période de 3 ans (2017 – 2019).

##### **Le contenu de la convention**

Le CPIE propose un programme d'actions, s'articulant autour de 3 axes :

- 1) Volet éducation à l'environnement,
- 2) Volets sensibilisation et événements, tout public,
- 3) Volet accompagnement des collectivités et connaissance des territoires.

En vue de la préparation du programme d'actions de 2017, un groupe de travail issu de la commission environnement s'est réuni en octobre 2016. Le CPIE a présenté un programme d'actions ambitieux, avec une proposition de conventionnement à hauteur de 44 000 € / an pour tenir compte de l'agrandissement du territoire.

Sur les bases du cadrage budgétaire, la commission environnement a suivi les préconisations du groupe de travail et propose de retenir des actions pour un engagement de MC à hauteur de 30 000 €/an.

Les actions sont les suivantes avec une volonté de financer prioritairement le volet « Éducation » :

- 1) Volet Éducation à l'environnement : Appel à projets auprès des écoles et centres de loisirs, 4 clubs nature, TAP (parcours clé en main et formation auprès des animateurs),

2) Volets Sensibilisation et Événements, tout public : « Les Découvertes du CPIE » (événement grand public), Sorties, animations, conférences

3) Et volet accompagnement des collectivités et connaissance des territoires : Étude biodiversité, Inventaire Faune/Flore auprès des communes, Rando clim.

La réalisation de l'étude biodiversité, qui est une étude nécessaire au SCOT et au PLUI a été intégrée dans la convention avec le CPIE pour un montant prévu de 11 751€.

En 2017, compte tenu de la part financière prise par l'étude biodiversité, il n'est pas possible pour le CPIE de réaliser dans une enveloppe de 30 000 € les actions définies par le groupe de suivi. Aussi, il est proposé à titre exceptionnel sur 2017 d'attribuer une subvention supplémentaire de 5 371€ afin de pouvoir réaliser la totalité des actions (en effet, une prestation sur l'étude biodiversité n'est pas comptablement possible pour le CPIE du fait que l'association est le porteur du projet et a sollicité des financements européens et de la Région).

L'étude biodiversité sera finalisée en décembre 2017.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide une convention sur 3 ans (2017 - 2019) avec le CPIE dont le montant de subvention annuelle est de 30 000 € soit un montant de 90 000 € pour la période,
- autorise le Président à signer la convention de partenariat pour les 3 années à venir conformément aux actions visées ci-dessus
- et accorde une subvention exceptionnelle d'un montant de 5 371€ en 2017, compte tenu des études menées pour le compte du SCOT/PLUI.

#### **28 - Budget primitif 2017 – Subvention de fonctionnement allouée à l'association LE KIOSQUE**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

#### **M. LE SCORNET expose :**

Lors du conseil Communautaire du 8 décembre 2016, vous avez validé l'avenant à la convention qui lie Mayenne Communauté à l'association LE KIOSQUE qui reconduit la convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017. Vous avez également accordé une avance d'un montant de 190 000 € début janvier et 100 000 € mi-février afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Au titre de l'exercice 2017, la subvention est versée suivant l'échéancier suivant :

- une avance de 190 000 € versée en janvier
- une avance de 100 000 € versée en février
- un acompte de 111 334 € versé en mai
- et le solde de 111 334 € versé en juin.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe pour 2017 la subvention à allouer au Kiosque à un montant de 512 668 €.**

#### **29 - Budget primitif 2017 – Subvention de fonctionnement allouée à Tribu Familia**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

#### **M. LE SCORNET expose :**

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil communautaire de la CCPM a autorisé la signature d'une convention avec l'association Tribu Familia jusqu'au 31 décembre 2017 ayant pour objet notamment l'organisation d'un singe en été.

Au titre de l'exercice 2017, la subvention sera versée suivant l'échéancier suivant : 33 000 € versés en mars, 25 749 € en mai, 25 749 € en juin et le solde 25 749 € en juillet.

Suite à la demande de subvention présentée par l'Association pour l'année 2017, il vous est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 110 247 € dans le cadre de la convention qui nous lie.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, accorde une subvention d'un montant de 110 247 €.**

**30 - Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations culturelles**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. LE SCORNET expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée (Mme CREUSIER n'ayant pas pris part au vote), attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci après pour un montant total de 82 734 € au titre de l'exercice 2017.**

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>Subventions proposées 2017</b>
- Les Entrelacés	35 000 €
- Hop Compagnie	10 000 €
- Au Foin de la rue	8 700 €
- Compagnie OH !	2 000 €
- Amis du Château de Lassay	5 000 €
- Association Pire 2 Pire Family	3 000 €
- Mémorial des déportés	2 000 €
- Association Tournepage	800 €
- Association des CABANONS	1 800 €
- Patrimoine du Pays de Mayenne	1 100 €
- la Compagnie T'Atrium	3 000 €
- Association Familiale Rurale de Contest	599 €
- AMADEUS	436 €
- Chantemayne	679 €
- Orchestre Symphonique Haute Mayenne	2 560 €
- Orchestre Harmonie du pays de Mayenne	2 560 €
- Forte Piano	3 500 €
total	82 734 €

**31 - Budget primitif 2017 – Subvention de fonctionnement allouée à l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. BORDELET expose :**

Lors du conseil Communautaire du 8 décembre 2016, vous avez validé l'avenant à la convention qui lie Mayenne Communauté à l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne qui reconduit la convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017. Vous avez également accordé une avance d'un montant de 50 000 € afin de faire face à ses besoins liés essentiellement aux salaires et au paiement des charges sociales du 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 et du 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Au titre de l'exercice 2017, la subvention sera versée suivant l'échéancier suivant : une avance de 50 000

€ versée en janvier, 81 419 € en mai, 81 418 € en juin et 81 418 € en juillet.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée (M. BORDELET n'ayant pas pris part au vote), fixe pour 2017 la subvention à allouer à l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne pour un montant de 294 255 €.**

**32 - Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations économiques**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. TRANCHEVENT expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 83 632 € au titre de l'exercice 2017.**

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>Subventions proposées 2017</b>
- Mission Locale	41 982 €
- Coodémarrage 53	4 500 €
- Initiative Mayenne	15 000 €
- BGE – Boutique de gestion	4 500 €
- Chambre de commerce et d'industrie	15 650 €
- ADIE Association pour le droit à l'initiative économique	2 000 €
<b>total</b>	<b>83 632 €</b>

**33 – Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations enfance jeunesse**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. COISNON expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci après pour un montant total de 54 500 € au titre de l'exercice 2017.**

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>Subventions proposées 2017</b>
- Aid à Dom	14 500 €
- les POSSIBLES Point Information Jeunesse	40 000 €
<b>total</b>	<b>54 500 €</b>

**34 - Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouée à l'amicale des employés communaux et communautaires**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. RAILLARD expose :**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue une subvention de fonctionnement à l'amicale des employés pour un montant total de 871,75€ au titre de l'exercice 2017.**

**35 - Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations dans le domaine du tourisme**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 mars 2017*

**M. BORDELET expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement au titre de l'exercice 2017, pour l'Association de Randonneurs du Pays de Mayenne d'un montant de 580 € et pour les Plaisanciers de Montgiron d'un montant de 450 €.*

**36 - Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations dans les domaines de la santé et du social**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 14 mars 2017*

**M. MOLL expose :**

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 7 454 € au titre de l'exercice 2017.*

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>Subventions proposées 2017</b>
- REGARDS CLINIQUES	500 €
- DIABETIQUES DE LA MAYENNE	80 €
- UNAFAM	300 €
- Comité départemental d'accès aux droits	574 €
- AMAV Accompagnement gens du voyage	6 000 €
total	7 454 €

**37 - Santé – Adhésion à AUDACES 53**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 14 mars 2017*

**M. MOLL expose :**

AUDACE53 est une association d'usagers, indépendante de tout parti politique et de toute organisation syndicale, créée à Mayenne en septembre 2016 pour défendre l'hôpital public et en particulier le Centre Hospitalier du Nord Mayenne et les EHPAD.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adhère à cette association à hauteur de 330 €.*

**38 - Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) – Objectifs poursuivis et modalités de la concertation – confirmation de la prescription sur le périmètre de Mayenne Communauté et des modalités de collaboration avec les communes membres**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 14 mars 2017*

**M. VALPREMIT expose :**

Par délibération du 16 décembre 2015, la communauté de communes LE HORPS-LASSAY a prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal sur son territoire et a fixé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation.

Par délibération du 17 décembre 2015, la communauté de communes du PAYS DE MAYENNE a également prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal sur son territoire et a fixé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation.

La fusion de la communauté de communes LE HORPS-LASSAY et de la communauté de communes du PAYS DE MAYENNE a été décidée par arrêté préfectoral du 18 novembre 2015.

Afin d'élaborer un seul plan local d'urbanisme intercommunal sur l'ensemble de la communauté de communes de MAYENNE COMMUNAUTE, l'assemblée délibérante a décidé, par délibération du 14 janvier 2016, d'acter le principe de fusion des deux procédures d'élaboration de PLUi afin de n'en mener plus qu'une seule à l'échelle de la communauté de communes de MAYENNE COMMUNAUTE.

Après qu'une Conférence intercommunale des maires se soit tenue le 9 février 2016, cette même assemblée délibérante a approuvé le 25 février 2016 les modalités de collaboration avec les communes membres. Seuls les travaux de réalisation du diagnostic du PLUi ont débuté depuis lors.

Il est proposé au conseil communautaire par la présente de compléter la délibération du 17 décembre 2015 et de se prononcer à nouveau sur la prescription de l'élaboration de son PLUi à l'échelle de son périmètre afin de préciser les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation.

### **Rappel de l'objet du PLUi**

Le plan local d'urbanisme intercommunal est un document stratégique qui traduira l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du territoire de la communauté de communes de MAYENNE COMMUNAUTE.

Élaboré pour une durée de 10 à 15 ans, ce document sera l'outil permettant à l'action publique de répondre aux besoins liés à l'attractivité du territoire, notamment en termes d'équipements publics, d'habitat, de déplacements et d'emplois.

Le territoire de la Communauté de Communes de MAYENNE COMMUNAUTE est actuellement couvert par : 4 PLU "Grenelle", 6 PLU de 1ère génération, 7 POS et 12 cartes communales.

La mise en place du PLUi permettra de disposer d'un document unifié en adéquation avec les réalités économiques, environnementales et sociales actuelles.

Le PLUi permettra de répondre également aux obligations d'intégrer certains schémas, approuvés ou en cours d'élaboration et de révision (le SCOT de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne qui deviendra celui de Mayenne Communauté, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, etc...).

### **Les objectifs poursuivis**

Conformément à l'article L. 101-2 du code de l'Urbanisme, le PLUi déterminera dans le respect des objectifs du développement durable, les conditions de l'aménagement de son territoire et les grandes lignes de son action en matière d'urbanisme visant notamment :

« 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des

besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ».

En ce qui concerne spécifiquement le territoire de la communauté de communes de MAYENNE COMMUNAUTE, les objectifs poursuivis sont les suivants :

- > définir les besoins du territoire à l'échelle des 33 communes en matière d'équilibre entre le développement urbain maîtrisé et le renouvellement des centres ville et centres bourgs, en connectant le développement du sud de son territoire notamment du pôle de Martigné avec celui de l'agglomération lavalloise et en veillant à préserver le dynamisme du nord autour du secteur de Lassay.
- > favoriser la mixité sociale et améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande en logements en définissant des objectifs adaptés aux communes en fonction de leurs équipements, les enjeux étant notamment :
  - de développer des politiques de logements, d'équipements et services favorables à l'attractivité du territoire pour les jeunes et en particulier les jeunes ménages avec enfants, en veillant notamment à préserver les écoles
  - de maintenir une mixité générationnelle dans les villes et villages aussi en faveur des anciens : équilibre à trouver entre des hébergements adaptés, « en ville » ou en milieu rural, et le maintien à domicile
  - d'améliorer la dynamique démographique de Mayenne et Lassay, les deux villes structurantes du territoire, afin de conforter l'armature de commerces, équipements et services aux rayonnements supra communautaires
- > réduire la consommation des espaces agricoles et naturels en optimisant le foncier constructible. Valoriser l'agriculture et notamment l'agriculture périurbaine. Préserver la biodiversité et l'identité naturelle du territoire (trame bocagère) par la mise en place et le respect de la trame verte et bleue. Conserver l'identité des paysages caractéristiques de ce territoire situé au cœur du Nord Mayenne, entre la vallée de la Mayenne et les buttes d'Hardanges. Au cœur d'une campagne généreuse permettant diverses productions agricoles dont la production cidricole, le territoire se caractérise par un relief vallonné au parcellaire bocager mêlant prairies, vergers et terres cultivées avec un maillage de haies et de chemins creux propices à la pratique de la randonnée à pied, à vélo ou à cheval. Dans ces paysages du nord-Mayenne, dont font également partie les bourgs et les hameaux qui ont conservé un habitat rural traditionnel et un patrimoine architectural de qualité (Petite Cité de Caractère, châteaux...).
- > favoriser un développement équilibré entre emplois, habitat, commerces et services, afin de garantir les conditions du maintien de la population et de favoriser l'accueil de nouveaux arrivants,
- > conforter et encourager le développement économique, notamment à travers le dynamisme des filières agricole, agro-alimentaire, industrielle, artisanale et commerciale en insistant sur le développement des réseaux numériques, des enjeux se dégageant notamment pour :
  - conserver l'équilibre emplois locaux /actifs résidents à l'échelle communautaire, voire renforcer le rayonnement économique du territoire
  - préserver l'emploi industriel et favoriser son développement
  - répondre aux besoins spécifiques des artisans, en lien avec les besoins de l'économie résidentielle, et ceux des entreprises
  - accompagner le développement du télétravail, à domicile

- > assurer le confortement et la diversification des activités touristiques en assurant une répartition équilibrée entre équipement de tourisme et offres de loisirs, avec pour ambition notamment de :
  - rendre plus visible l'offre touristique du territoire en lien avec la thématique « nature, culture et patrimoines »
  - conforter la Vallée de la Mayenne comme écrin de nature, support d'activités de loisirs et de sports de pleine-nature.
  - poursuivre le développement de boucles et itinéraires vélos liés aux axes structurants (voie verte, Véloscénie de Paris au Mont St Michel, V43 de Ouisseham à la Rochelle...) et une offre de services et séjours adaptés
  - préserver les « grands patrimoines » en autorisant des usages favorables à leur entretien : exemples de la maison Perrine à La Chapelle au Riboul, du patrimoine de l'évêché à La Haie-T (grande maison + presbytère), de châteaux et manoirs, moulins, lavoirs, anciens relais, voire chapelles ...
  - favoriser l'allongement du séjour touristique : promouvoir la diversité des activités de loisirs, développer l'offre d'hébergements déjà variée (roulottes, cabanes...)
- > prendre en compte les enjeux liés aux différentes composantes du Développement Durable et favoriser une politique et une offre de mobilités adaptées aux spécificités de notre territoire,
- > préserver et mettre en valeur le patrimoine architectural, archéologique ou naturel protégé ou non afin de conforter l'identité du territoire.

### **Les modalités de concertation**

L'élaboration du PLUi ne peut se concevoir sans une participation active de l'ensemble des acteurs du territoire. En plus de l'association obligatoire de l'État et des personnes publiques associées, la Communauté de Communes souhaite que ce document soit élaboré en concertation étroite avec les représentants du monde professionnel, les associations, les structures représentant la société civile ainsi que l'ensemble des habitants du territoire.

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon les moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

La concertation avec la population prendra la forme suivante :

- > information régulière sur la procédure d'élaboration du PLUi dans la presse locale, avec un minimum d'une fois par an,
- > diffusion d'informations sur le projet de PLUi sur le site internet de la Communauté et sur les sites internet des communes (pour celles qui en possèdent un),
- > diffusion d'informations sur la procédure d'élaboration du PLUi dans le bulletin communautaire et les bulletins communaux,
- > expositions dans les communes et au siège de la communauté aux principales étapes du projet (Diagnostic, PADD, Arrêt),
- > mise à disposition d'un registre d'observations ouvert aux habitants (pendant les heures habituelles d'ouverture au public) dans chaque commune et au siège de la communauté,
- > organisation de plusieurs réunions publiques (par commune ou par secteur, générale ou thématique).

### **Le Conseil Communautaire**

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle II,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.101-1 et suivants et L.153-1 et suivants,

Vu la délibération du 16 décembre 2015, annexée à la présente délibération, par laquelle la communauté de communes LE HORPS-LASSAY a prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal sur son territoire et a fixé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la



concertation, annexée à la présente délibération,

Vu la délibération du 17 décembre 2015, annexée à la présente délibération, par laquelle la communauté de communes du PAYS DE MAYENNE a également prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal sur son territoire et a fixé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation,

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 par lequel a été décidée la fusion de la communauté de communes LE HORPS-LASSAY et de la communauté de communes du PAYS DE MAYENNE,

Vu la délibération du 14 janvier 2016 par laquelle la communauté de communes de MAYENNE COMMUNAUTE a décidé d'acter le principe de fusion des deux procédures d'élaboration de PLUi afin de n'en mener plus qu'une seule à l'échelle de la communauté de communes de MAYENNE COMMUNAUTE,

Vu la Conférence intercommunale des maires du 9 février 2016,

Vu la délibération du 25 février 2016, annexée à la présente délibération, par laquelle la communauté de communes de MAYENNE COMMUNAUTE a approuvé les modalités de collaboration avec les communes membres,

Vu l'avis du bureau et de la Commission Aménagement,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **confirme l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du périmètre de la communauté de communes MAYENNE COMMUNAUTE,**
- **approuve les objectifs poursuivis, tels qu'ils sont précisés et définis ci-dessus,**
- **approuve les modalités de concertation à mettre en œuvre, tels qu'ils sont précisés et définis ci-dessus :**

- > **information régulière sur la procédure d'élaboration du PLUi dans la presse locale, avec un minimum d'une fois par an,**
- > **diffusion d'informations sur le projet de PLUi sur le site internet de la Communauté et sur les sites internet des communes (pour celles qui en possèdent un),**
- > **diffusion d'informations sur la procédure d'élaboration du PLUi dans le bulletin communautaire et les bulletins communaux,**
- > **expositions au siège de la communauté et tournante dans les communes aux principales étapes du projet (Diagnostic, PADD, Arrêt),**
- > **mise à disposition d'un registre d'observations ouvert aux habitants (pendant les heures habituelles d'ouverture au public) dans chaque commune et au siège de la communauté,**
- > **organisation de plusieurs réunions publiques (par commune ou par secteur, générale ou thématique).**

- **confirme les modalités de collaboration avec les communes membres, décidées par délibération du 25 février 2016,**
- **associe les services de l'État et les autres personnes publiques à l'élaboration du PLUi,**
- **autorise M. le Président à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération,**
- **précise que la présente délibération sera notifiée conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme,**
- **et précise que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité conformément aux articles R.153-20 et R.123-21 du code de l'urbanisme,**

**39 – Nouveau Contrat Régional HAUTE MAYENNE – Fonction Chef de File**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 14 mars 2017*

**M. TRANCHEVENT expose :**

Le contrat a été signé le 10 juin 2014 donc les dossiers doivent être déposés à la commission permanente de la Région avant mai/juin 2017. Cependant, il reste à ce jour 9 dossiers qui ne pourront pas être dans le temps.

Le pays de Haute Mayenne courant décembre avait fait la demande de modification de plan de financement de 3 fiches et rajout d'une action pour la Communauté de Communes de l'Ernée à titre exceptionnel car en effet une action ne pourra se faire du à un problème technique. La région a donné son accord par courrier du 26/01/2017.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide une prolongation de 6 mois (Fin de contrat le 10 décembre 2017 soit dépôt des dossiers pour septembre 2017) auprès de la Région sans préjudice de la possibilité pour les Communautés de Communes de demander la préparation d'un nouveau contrat en 2017 et valide la demande de modification des plans de financement et rajout d'une fiche pour la CCE.**

#### **40 - Tourisme – Pilotage de la coopération touristique Haute Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 14 mars 2017*

##### **M. BORDELET expose :**

La coopération dans le domaine du tourisme s'inscrivait jusqu'à fin 2014 dans le cadre des actions conduites au niveau du Pays de Haute Mayenne.

Dans le cadre des évolutions décidées par les élus du GIP en octobre et novembre 2014, décision a été prise d'arrêter cette coopération sous l'égide du Pays, mais de la poursuivre dans un cadre formalisé et directement entre intercommunalités. Ce sont ainsi les Communautés de Communes du Bocage Mayennais, du Pays de l'Ernée, et de Mayenne Communauté qui ont décidé de s'associer, en désignant comme « chef de file » la Communauté de Communes du Bocage Mayennais chargée d'organiser cette coopération, et ce jusqu'à fin 2016, en lien avec l'Office de Tourisme du Bocage Mayennais. Une convention a été signée dans ce sens en 2015.

Cependant, compte tenu de changement d'organisation entre la Communauté de Communes du Bocage Mayennais et l'Office de Tourisme du Bocage, cette convention est désormais obsolète. Après avoir rencontré le bocage et l'Ernée, il a été décidé de confier le rôle de chef de file à Mayenne Communauté, et ce uniquement jusqu'au 31 août 2017.

En effet, l'étude en cours sur notre compétence tourisme ne nous permet pas de nous engager sur le plus long terme, la communication touristique faisant aussi partie du diagnostic.

Mayenne Communauté prend la responsabilité :

- de coordonner la mise en œuvre des actions en lien avec l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne,
- de convoquer les autres EPCI et organiser au moins une réunion par an entre les EPCI participantes, (comité de suivi)
- et d'informer régulièrement de l'avancée des actions les structures participantes.

La mission en elle-même sera confiée à l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne. Il s'agira de la :

- Réalisation d'un guide touristique papier :

Il s'agira de la réalisation d'un guide touristique papier limité à une présentation des prestataires et sites de visite du territoire, de la réalisation du travail de mise en page (interne ou prestataire), de l'impression et de la diffusion dudit guide dans les Offices de tourisme partenaires, de la mise en œuvre des marchés (mise en page, impression).

- Réalisation d'un guide des rendez-vous d'été papier :

Il regroupera les fêtes et manifestations du territoire concerné se déroulant de juin à septembre. Il s'agira, au-delà de sa conception, d'en effectuer la mise en page (en interne ou par prestataire), d'en assurer l'impression et la diffusion dans les offices de Tourisme partenaires, de mettre en œuvre les marchés (mise en page, impression).

- Site internet de promotion touristique :

La mission sera globalement de faire vivre et d'actualiser le site mis en ligne :

- Animation avec les Offices de Tourisme et les Communautés de Communes concernées,
- Veille (fil d'actualités, remontée des informations) et mise à jour du site (photos, bons plans, liens prestataires, agenda),
- Gestion des avis en lien avec les Offices de Tourisme et les prestataires,
- Promotion du site : promotion web avec réseaux sociaux, presse, sites internet, voyagistes,
- Gestion administrative en lien avec l'agence web, Mayenne Tourisme.

Campagne photos/Vidéos

Les dépenses engagées au titre de cette convention seront assumées collectivement par les trois

intercommunalités signataires, suivant une clef de répartition se fondant sur les critères suivants :

- La coordination de l'action (personnel de l'Office de Tourisme, temps « chef de file ») sera assumée par chacun au prorata de sa population par référence à l'année 2016,
- Les frais de structure (contrats, fournitures, éditions...) seront partagés selon la même clef de répartition,
- Les dépenses liées aux éditions seront répercutées après validation des intercommunalités concernées préalablement aux tirages, au prorata des demandes (quantitatives, voire qualitatives...) de chacun.

Soit la répartition suivante :

REPARTITION DES COÛTS : ESTIMATIF 2017 – coordination sur 6 mois				
Coordination (base mi-temps 2016) sur 6 mois 2 840 3 050 5 430 11 320	CCBM 19 484 habitants	CCE 20 916 habitants	MC 37 238 habitants	TOTAL
Aide touristique (impression et mise en page 2016) TOTAL 000 documents	1 308	1 005	2 913	5 226
Aide des RDV d'été (impression et mise en page 2016) 000 documents	366	282	794	1 442
Site internet pour l'année 2017 (Base 2016) Maintenance Hébergement (F/GB) Émissions photos/Vidéos...	935	1 003	1 786	3 724
Franchissement/petites fournitures/frais divers	94	101	180	375
Diffusion documentation (Andégave)	125	135	240	500
REPARTITION 2017 sur 6 mois	5 783	5 534	11 270	22 587

Il est bien entendu qu'un bilan sera réalisé à la fois sur le temps de travail effectif, sur les actions menées et sur les engagements financiers. A partir de ces bilans conjugués aux orientations de notre stratégie touristique, une rencontre sera proposée aux EPCI partenaires dès mai prochain afin de déterminer la suite à donner à ce partenariat (gestion du site internet à compter de septembre, quelle communication commune pour 2018...).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer cette convention.**

#### 41 – Evaluation 2016 et orientations 2017 à 2020 du schéma de mutualisation

*Reçu à la Sous-Préfecture le 14 mars 2017*

**M. RAILLARD expose :**

#### **Le schéma de mutualisation adopté en 2015**

La loi "Réforme des Collectivités Territoriales" du 16 décembre 2010 et la loi "Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles" du 28 janvier 2014 ont instauré les schémas de mutualisation. Obligatoire dans chaque EPCI depuis Mars 2015, le schéma retrace l'ensemble des mutualisations existantes, formalisées ou non, et fixe les perspectives de mutualisations à développer sur la durée du mandat. Le schéma est ensuite évalué chaque année sur ses objectifs atteints. Un coefficient de mutualisation sera déterminé au vu des gains financiers réalisés, qui modulera le montant de DGF de l'EPCI (décret attendu pour précisions).

En 2014, la CCPM et la CCHL ont élaboré leur schéma conjointement afin de préserver la cohérence des deux schémas tant dans la démarche que dans ses fondements. L'objectif était de pouvoir fondre les deux schémas en un seul à l'issue de la fusion.

Avec la perspective de la fusion, les deux conseils communautaires ont dans un premier temps souhaité retenir un schéma réaliste (délibérations du 17/12/2014 pour la CCHL et du 26/02/2015 pour la CCPM), les ambitions devant être à adapter au contexte local après 2016. Les orientations du schéma ont été définies comme suit :

**1. 2015 : validation d'un schéma pour chacun des deux EPCI avec trois priorités :**

les groupements de commande : mutualisation la plus facile à mettre en place et avec un retour sur investissement mesurable à court terme.

la gestion des remplacements de personnel : la gestion des ressources humaines des Communes présente des difficultés en matière de remplacements (les TAP par exemple), de gestion des compléments de temps de travail et d'anticipation des départs à la retraite. S'il ne s'agit pas d'assurer la gestion des RH des Communes, la création d'une base de données commune devient incontournable.

la mise en commun d'équipements : mises en communs et devenir un appui sur la méthode par la mise à disposition de conventions types ou encore de conseil en matière de procédure.

**2. 2016 : avec la fusion des deux EPCI, les transferts de compétences sinon la création de services communs.**

**3. à compter de 2017 : finaliser l'état des lieux des mutualisations avec les associations, le Conseil départemental... et définir de nouvelles orientations.**

Article L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales : Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant.

**Bilan de l'année 2016**

L'année 2016 a été marquée par la naissance de Mayenne Communauté. En plus du lancement de projets d'investissements conséquents, une nouvelle organisation a été mise en place avec cette première année de fusion, tant dans le fonctionnement des services que vis-à-vis des liens avec les Communes membres.

L'harmonisation des services présents sur le territoire a également été un chantier important. Bien qu'avancé, il se poursuivra en 2017 dans l'optique d'aboutir à terme à un service cohérent, accessible à tous et à égales conditions pour les usagers.

L'organisation est fondée sur la mutualisation des agents et des services de Mayenne Ville et Communauté et du CCAS de la Ville. Cette organisation se caractérise par un organigramme mutualisé actualisé en janvier 2016 avec la fusion entre la CCPM et la CCHL. Cet organigramme permet de mutualiser les postes de direction et de responsables de service, d'éviter de les dédoubler et permettre de bénéficier des compétences existantes. Il facilite également la création de services communs.

**La politique RH de Mayenne Communauté: l'accord salarial, le règlement temps de travail**

En 2016, l'accord salarial est arrivé à terme. Trois ans plutôt il s'agissait du règlement temps de travail de la collectivité. La politique RH est fondée sur la nécessité d'un dialogue avec les organisations syndicales. La renégociation de l'accord salarial a ainsi été menée en concertation avec les acteurs pendant plus de 9 mois. Aussi, en fin d'année 2016 un accord salarial a été signé concernant les avantages des agents des 3 collectivités : Mayenne Ville et Communauté et le CCAS.

#### A. L'accord pluriannuel 2017-2020

Après une année de travail via un comité pilotage composé des représentants syndicaux élus au comité technique, des deux élus en charge du personnel de la ville de Mayenne et de Mayenne communauté et la Direction, cet accord repose sur trois principes :

- 1/ La mutualisation**
- 2/ Une enveloppe constante**
- 3/ La solidarité**

Cet accord a reçu un avis favorable des représentants du personnel à hauteur de 4 avis favorables (CFDT) contre 2 avis défavorables (CGT) lors du comité technique du 14 décembre 2016.

Il est convenu ce qui suit :

- Le maintien des trois enveloppes avancement de grade avec le maintien des critères d'avancement de grade et le respect de l'organigramme cible mis en place en 2012.
- La participation de l'employeur à la garantie maintien de salaire pour les agents qui adhèrent à un contrat labellisé à hauteur de 5 euros mensuel.
- Le maintien du montant de la prime de fin d'année avec l'harmonisation du mode de versement en 2 fois via la Prime de Fin d'année pour les agents pouvant en bénéficier (Ville), via le Complément Indemnitaire pour les agents recrutés directement par Mayenne Communauté. L'absentéisme pour raison de santé ne devra pas impacter le montant de cette prime. Cette application sera possible dès la parution de tous les décrets.
- Le maintien des chèques déjeuner pour tous les agents titulaires. L'attribution des chèques déjeuners aux agents contractuels sur vacances d'emplois sur la base des 10 chèques déjeuner par mois sur 11 mois pris en charge à 60 % par l'employeur.
- Le maintien de l'accès au CNAS pour tous les retraités et agents titulaires et ouverture aux contractuels avec, pour tous, une participation à la cotisation annuelle :
  - participation de tous les actifs à hauteur de 2 euros par mois.
  - participation des retraités qui souhaiteront adhérer à hauteur de 6 euros par mois.
- La fin de l'indexation du régime indemnitaire sur la valeur du point.

#### B. Le temps de travail à Mayenne.

En 2013, le règlement général du temps de travail ainsi que les règlements spécifiques de chaque service ont fait l'objet d'une révision. A cette époque il a été fait le choix de rester sur les bases de l'accord passé en 2000 avec les organisations syndicales, soit une base horaire annuelle de 1561h (46 heures de moins que la durée légale des 35h).

Dans son rapport en 2015, la chambre régionale des comptes a bien noté cette différence mais explique que l'accord étant signé avant le 31 décembre 2000, la collectivité est en droit de continuer cette application.

Bien entendu, cette tolérance est soumise à la politique du gouvernement qui sera nommé après les prochaines élections présidentielles.

#### C. La politique RH ne relevant pas d'accords salariaux.

En dehors de ces deux accords certains principes guident la politique RH.

Tout d'abord, il faut préciser que le régime indemnitaire est attribué en fonction du cadre d'emplois de l'agent et de ses missions. Un agent de catégorie C sans encadrement perçoit en moyenne, pour un temps complet 208 € brut mensuel. Un agent de catégorie B perçoit en moyenne 301 € brut mensuel. Pour les agents de catégorie A, le régime indemnitaire moyen est de 552 € brut mensuel (prime de fin d'année incluse). Ces montants prennent en compte la prime de fin d'année versée en deux fois. La législation prévoit de simplifier l'attribution du régime indemnitaire dans les trois fonctions publiques en mettant en place le RIFSEEP. La collectivité devra travailler sur l'application de ce nouveau régime indemnitaire remplaçant l'actuel. Ce dernier ne devra pas générer de coût supplémentaire mais permettra plus de transparence sur l'attribution des primes pour chaque poste.

Ensuite, les élus en charge du personnel ont souhaité, depuis plus de 10 ans, que la Direction des Ressources Humaines s'intéresse plus particulièrement aux reclassements et reconversions professionnelles afin d'augmenter l'employabilité des agents en arrêt maladie. Cette gestion a permis l'aménagement de postes et le reclassement d'au moins deux agents en moyenne par an sur ces 5 dernières années. En cas d'impossibilité de reclassement, la collectivité procède également à l'instruction de dossiers de retraite pour invalidité (en moyenne 1 par an).

Il est proposé de maintenir en 2017 le budget formation pour répondre à ces changements d'orientation professionnelle, à la multiplication des formations obligatoires en termes d'Hygiène et de sécurité et à d'amorcer le travail sur les risques psychosociaux.

Les outils tels que les entretiens annuels d'évaluation mis en place dès 2003, mais aussi le répertoire des fiches de poste de la collectivité permettent d'améliorer la gestion des emplois et les compétences des agents.

Enfin la collectivité n'a aucun logement de fonction et a décidé de supprimer les avantages en nature de véhicule de fonction en 2017.

Après vous avoir présenté les différents éléments de la politique RH, il convient de vous préciser ce qui est pris en compte dans la proposition de budget RH.

Avec l'adaptation de l'organisation et des services sur le nouveau territoire, le transfert de nouvelles compétences (loi NOTRe...), la mutualisation Ville/CC et le travail sur l'accord salarial, cette première année de fusion ne permettait pas de disposer de recul suffisant et poursuivre plus avant la mutualisation avec les Communes membres.

Le service commun mutualisé pour l'instruction des actes d'urbanisme a été créé à partir de juillet 2015 et comportait 14 Communes adhérentes. Ce service commun est redimensionné avec l'embauche d'un agent instructeur supplémentaire en début 2017 afin d'accueillir 13 Communes supplémentaires. Ce service comporte ainsi désormais 3 agents instructeurs et 27 Communes adhérentes.

Le service intercommunal réalisant des prestations de voirie pour le compte des Communes s'est également développé. Alors que 6 Communes adhéraient à ce service lors de sa création, elles sont au nombre de 13 aujourd'hui.

En 2016 suite à la fusion, 2 services communs ont vu le jour au titre de la compétence animation jeunesse :

- le service commun Espace Jeunes regroupe 13 Communes de l'ex-CCHL avec 1 animateur et des saisonniers recrutés pendant les vacances scolaires.
- le service Ados Com compte 8 Communes de l'ex-CCPM avec 1 animateur et des saisonniers recrutés pendant les vacances scolaires.

Suite au départ à la retraite du responsable du service Voirie de la Ville de Mayenne en septembre 2016, il est apparu opportun de mutualiser les postes de responsable de ce service avec celui du service « prestations » de Mayenne Communauté. Cette mutualisation a permis d'améliorer les échanges tant en moyens matériels qu'humains entre les deux services.

Suite à la fusion, à une meilleure lecture aujourd'hui des enjeux de mutualisations du territoire et aux nombreuses sollicitations des Communes, le schéma de mutualisation fait partie des priorités de Mayenne Communauté.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide l'évaluation du schéma de mutualisation.***

### M. TRANCHEVENT expose :

La SERE est en activité depuis bientôt 3 ans. La Mission Locale et le GEM53 qui occupent une partie des locaux avec des conventions d'occupation de 3 ans. Celles-ci arrivent donc à terme.

Il vous est proposé de prolonger cette occupation par avenant pour une durée de 3 ans.

#### MISSION LOCALE

La mission Locale est locataire de la SERE depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014 pour une période de 3 ans. Nous avons reçu une demande de renouvellement.

Pour rappel la Mission Locale dispose de 147 m<sup>2</sup>.

La SERE effectue une facturation supplémentaire pour la téléphonie et pour les photocopies en fonction de l'utilisation.

La Mission Locale réalise son ménage.

Le loyer actuel était de 9 000 € annuels, il vous est proposé de reconduire celui-ci.

#### GEM 53

Le Gem 53 est locataire de la SERE depuis le 21 avril 2014 pour une période de 3 ans. Nous avons reçu le 3 février dernier une demande de renouvellement.

Pour rappel, il dispose de 43 m<sup>2</sup> en propre.

La SERE effectue une facturation supplémentaire de la téléphonie et des photocopies en fonction de l'utilisation.

Le GEM bénéficie du ménage une fois par semaine.

Le loyer actuel était de 2850 € annuels. Il vous est proposé de reconduire celui-ci.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer les conventions d'occupation avec les partenaires concernés pour une durée de 3 ans aux conditions de loyers proposées ci-dessus.***

### **43 - Pôle Santé – Projet des pharmaciens – Cession de l'emprise foncière – Compléments**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 14 mars 2017*

### M. MOLL expose :

Par délibération en date du 21 mai 2015, le Conseil de Communauté a acté le principe de cession d'une emprise à proximité du Pôle de Santé pour la construction d'un pôle pharmaceutique.

Il est rappelé le contexte de 2015 : les pharmaciens Mayennais au nombre de six dont une officine à vendre et dans la perspective de la construction du Pôle de santé libéral ont donc décidé de se regrouper dans le cadre d'une Société Financière commune et de mandater un Cabinet comptable spécialisé et un Cabinet d'avocats pour étudier un montage juridique.

Leur regroupement prévoyait de conserver trois officines en centre ville, deux à l'ouest de la rivière et une à l'est, et la construction d'une officine à proximité du futur Pôle de santé pour environ 450 m<sup>2</sup> sur deux étages, avec un logement dans cette construction pour assurer des gardes et des ouvertures coordonnées avec le Pôle.

La volonté affichée des pharmaciens est de s'inscrire pleinement dans le projet de santé territorial en tant qu'acteurs de la santé, de faire en sorte de conserver des pharmacies de proximité permettant de satisfaire au mieux les habitants, d'éviter des pertes économiques qui sans ce regroupement provoqueraient inévitablement des disparitions d'officines et des licenciements de personnels.

Le Conseil Communautaire de mai 2015 a alors :

- décidé de fixer un prix de charge foncière de 200 euros le m<sup>2</sup> construit pour le projet situé sur la parcelle cadastrée BD381p, rue du Fauconnier pour une surface construite d'environ 450 m<sup>2</sup>.
- désigné Maître Pilleux, notaire de la vente aux pharmaciens

- et autorisé M. le Président à signer tous les documents relatifs à cette vente.

Il est nécessaire de compléter cette délibération avant de finaliser cette cession.

- sur l'emprise cédée : elle correspond désormais aux parcelles BD 390-392-396-399 pour une surface totale de 380 m<sup>2</sup>
- sur le prix de vente : cette cession se réalise au prix de 200 € HT le m<sup>2</sup> construit soit pour les 450 m<sup>2</sup> un prix total arrêté à 90 000 € HT
- sur l'entité avec laquelle Mayenne Communauté réalise cette cession. En 2015, les pharmaciens étaient en cours de constitution d'une société, elle est à présent formalisée, il s'agit de la SCI Pharmacie Pôle de Mayenne.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide que la cession s'effectuera au profit de la SCI Pharmacie Pôle de Mayenne et pour les parcelles cadastrées BD 390-392-396 et 399 pour une surface de 380 m<sup>2</sup>
- fixe cette cession au prix de 90 000 € HT
- valide que Me Pilleux, notaire, sera chargé de la rédaction de l'acte
- et autorise M. le Président ou son représentant pour signer tout acte ou autre document à intervenir.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 55

Vu, la Secrétaire,  
Fanny BELLON



Vu, le Président  
Michel ANGOT

